



MILITANTS DU QUOTIDIEN

conception éditoriale et graphique
BENJAMIN RENAUD

A black and white photograph of the Capitulum in Toulouse, France. The building is a grand neoclassical structure with a central pediment and columns. The word 'CAPITULUM' is inscribed above the entrance. In the foreground, several people are standing on a wet, reflective plaza. A large red vertical bar is on the right side of the image.

**MILITANTS
DU QUOTIDIEN
AUX CÔTÉS
DES SANS-PAPIERS
À TOULOUSE**

Ce livre rassemble des entretiens
recueillis pour donner la parole à ceux
qui militent et agissent au quotidien
à Toulouse, aux côtés des personnes
en situation irrégulière, dans une lutte
citoyenne nécessaire en ces temps de
répression et de privation de certains
droits humains élémentaires.

*Nous demandons que toutes les forces
humaines, d'Afrique, d'Asie, d'Europe,
des Amériques, que tous les peuples sans
États, tous les «républicains», tous
les tenants des «droits de l'homme»,
les habitants des plus petits pays, les insulaires
et les errants des archipels autant que les
traceurs de continents, que tous les artistes,
les hommes et les femmes de connaissance
et d'enseignement, et toute autorité citoyenne
ou de bonne volonté, ceux qui façonnent
et qui créent, élèvent, par toutes les formes
possibles, une protestation contre ce mur-
ministère qui tente de nous accommoder
au pire, de nous habituer peu à peu à
l'insupportable, de nous mener à fréquenter,
en silence et jusqu'au risque de la complicité,
l'inadmissible.*

Tout le contraire de la beauté.

ÉDOUARD GLISSANT, PATRICK CHAMOISEAU
*Quand les murs tombent,
l'identité nationale hors-la-loi ?*
(Galaade, Institut du Tout-Monde, 2007)

conception éditoriale et graphique
BENJAMIN RENAUD

▶ 4
**UNE VOCATION
D'INFORMATION**

▶ 3
**UNE ACTION FONDÉE
SUR LE DÉBAT**

▶ 2
**UNE DÉMARCHE
SPIRITUELLE**

▶ 1
**UN PROJET ARTISTIQUE
COOPÉRATIF**

**MILITANTS
DU QUOTIDIEN
AUX CÔTÉS
DES SANS-PAPIERS
À TOULOUSE**

Ce livre rassemble des entretiens recueillis pour donner la parole à ceux qui militent et agissent au quotidien à Toulouse, aux côtés des personnes en situation irrégulière, dans une lutte citoyenne nécessaire en ces temps de répression et de privation de certains droits humains élémentaires.

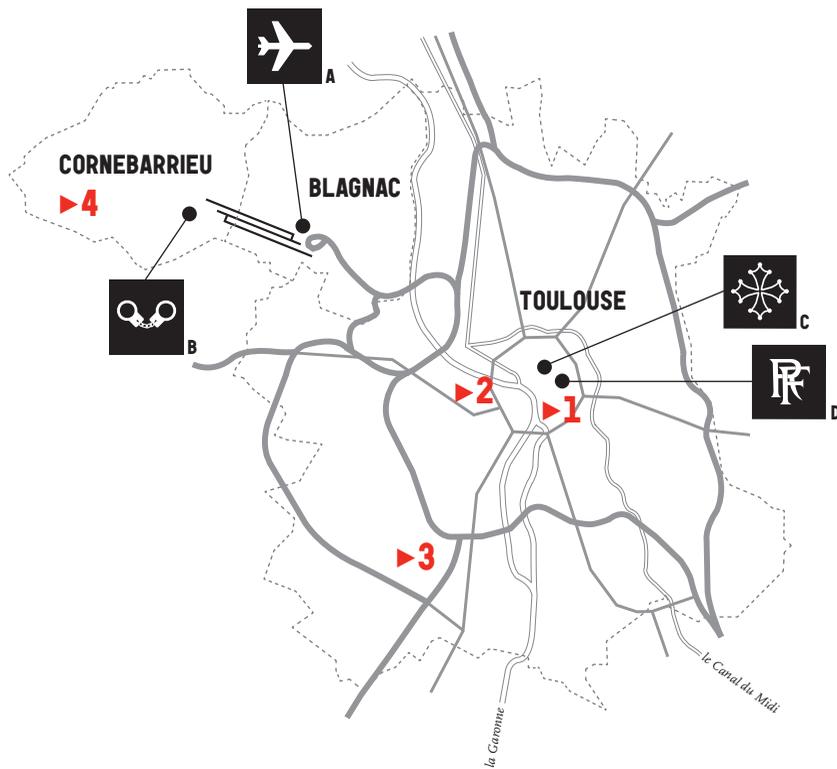
sommaire

[avant-propos](#) → page 8

[entretien 4](#) → page 54

►4

JEAN-PIERRE
membre du collectif
le Cercle des voisins
près du CRA
de Toulouse-Blagnac
Cornebarrieu



- A aéroport de Toulouse-Blagnac
- B CRA de Cornebarrieu
- C Capitole, point central dans la ville, lieu de convergence symbolique de la plupart des actions menées à Toulouse
- D Préfecture de la Haute-Garonne

Plan de localisation globale situant les protagonistes et les données de *Militants du quotidien*, aux côtés des *sans-papiers* à Toulouse, dans l'espace de l'agglomération toulousaine.

[entretien 2](#) → page 22

FRÈRE ALAIN
frère franciscain
co-initiateur
des *Cercles de silence*
sur le Capitole
Toulouse

►2

►1

[entretien 1](#) → page 10

JOSÉ CHIDLOVSKY
auteur / co-réalisateur
RABEHA EL BOUHATI
co-réalisateur
le Journal de sans-papiers
Toulouse / Paris

►3

[entretien 3](#) → page 34

JEAN-LOUIS, ZOUBIDA,
BRIGITTE, SAÏD
membres du collectif
le Rassemblement des ouvriers
sans-papiers, gens d'ici et leurs amis
Toulouse

[remerciements](#) → page 66

Plutôt que d'utiliser le terme de «sans-papiers», on devrait les qualifier de «privés de papiers». Mais ce sont des gens pour qui nous sommes souvent incapables d'empathie, tout simplement parce que nous ne les voyons pas. Ils ne peuvent accéder administrativement à la qualité de citoyen. Ils ont pourtant une histoire, mais sont malmenés par la honte de leur condition, et la peur qu'ils ressentent. Les militants qui luttent à leurs côtés révèlent la nécessité de poursuivre ce combat pour la dignité de chacun ; c'est ce que les rencontres avec ces personnes m'ont apprises. Et c'est précisément cette démarche que je relaie à l'intérieur de ce livre, dans lequel prennent corps ces rencontres, et où il s'agit de révéler et de transmettre une pensée, une action.

Je suis parti du constat que j'en savais peu sur la condition des sans-papiers, et qu'en creusant, la méconnaissance se dissipait tout autant que l'indignation apparaissait. C'est aussi pourquoi j'ai eu envie de diffuser la parole des acteurs de cette lutte rencontrés à Toulouse. J'ai pensé que tout le monde gagnait à en savoir plus sur les actions qui sont menées ici, devant comme loin des caméras. Ainsi, à partir du matériau que constitue les différents entretiens réalisés (toujours selon le même protocole d'enregistrement audiophonique, et au gré d'une discussion chez ces personnes), se révèlent des opinions et des choix, quant aux divers modes d'action, avec différents moyens qui leur sont propres, que chacun d'eux estime légitimes.

Militants du quotidien, aux côtés des sans-papiers à Toulouse propose un état des lieux des actions menées dans cette ville. Cet objet éditorial désire adresser au lecteur de nouveaux moyens de compréhension et d'information, à propos de groupes précisément choisis parce que plus modestes. En effet, contrairement aux grands réseaux nationaux, également présents à Toulouse mais qui sont davantage connus du public, ceux-là ne

jouissent ni du même impact médiatique, ni de la même diffusion en terme de publications. Pourquoi relayer ici le discours qui ressort de ces initiatives locales en faveur des sans-papiers ? C'est le climat politique actuel qui y incite : on l'a dit, dans cette France-là, le sans-papiers est une abstraction, un quota, moins qu'un homme.

Pourtant, il y tient une place toute particulière : avec le «jeune de banlieue» et le «jeune d'ultra-gauche», le «sans-papiers», le «clandestin», est devenu un personnage central de la mise en scène de la stratégie politique du Président. Depuis la création du Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale, ses droits ont été rognés et la répression s'est accentuée, le poussant aux marges de la société et à l'invisibilité. Pourtant, ces collectifs, ces citoyens s'acharnent à redonner un visage, un nom et une histoire aux chiffres. C'est aussi l'objet de ce livre que d'appuyer cela, en s'attachant à rendre hommage à ces militants rencontrés à Toulouse.

BENJAMIN RENAUD
juin 2010

entretien 1

JOSÉ CHIDLOVSKY
auteur / co-réalisateur
RABEHA EL BOUHATI
co-réalisateur
le Journal de sans-papiers
Toulouse / Paris





C
D
D

JOSÉ CHIDLOVSKY
auteur / co-réalisateur
RABEHA EL BOUHATI
co-réalisateur
le Journal de sans-papiers
Toulouse / Paris

Le projet de ce film est né lorsque Baba Traoré, un étudiant malien, meurt noyé dans la Marne pour échapper à son interpellation en avril 2008.

« Nous nous sommes posé la question : qu'est-ce qu'on peut faire ? Et nous y avons répondu : un film militant », expliquait RABEHA EL BOUHATI en décembre 2008.

« Pas un film sur les sans-papiers, mais avec les privés de papiers, précisait JOSÉ CHIDLOVSKY. Ils sont co-auteurs du film. Ce sont eux qui racontent leur histoire, la honte de leur condition, la peur qu'ils ressentent. »

Le 5 octobre 2009, JOSÉ CHIDLOVSKY a été convoqué par la Police puis placé en garde à vue pour avoir hébergé une des protagonistes de ce film, *Le Journal de sans-papiers*; il encourait alors 5 ans de prison et 30 000 euros d'amende.

Le 24 novembre 2009, le Procureur de la République du Tribunal de grande instance de Toulouse lui a notifié qu'il avait décidé de classer cette affaire sans suite « compte tenu des circonstances ». JOSÉ CHIDLOVSKY avait clairement et publiquement affirmé, au sortir de sa garde à vue et devant les caméras de télévision, son choix de venir en aide aux étrangers en situation irrégulière chaque fois que l'humanité le lui commanderait.

► 1

► **BENJAMIN RENAUD** Quel est ton sentiment, au moment de faire un film qui traite de questions sociales majeures ? ► **JOSÉ CHIDLLOVSKY** C'est une sensation de deuil ou d'abandon. On est confronté à une situation, donc on se dit, le mieux, c'est de pouvoir tout traiter, de pouvoir tout mettre en évidence. Et puis on s'aperçoit que le film n'est pas forcément le meilleur moyen... enfin, tout traiter ça ne fait pas un film... ► **Tout traiter, comment ça ?** ► La question qui intervient quand tu es comme ça confronté à ce qu'est la France d'aujourd'hui, et en particulier l'Europe d'aujourd'hui, par rapport aux phénomènes migratoires, et les politiques qui sont poursuivies, qui sont quand même assez homogènes, et le discours qui accompagne ces politiques, qui est un discours qui à la fois dissimule totalement les véritables raisons de leur politique, et dans un même temps est un discours qui est dangereux, parce qu'on s'aperçoit finalement que le sort qui est réservé aux sans-papiers aujourd'hui, c'est un prétexte à d'autres fins. Les sans-papiers sont dans le collimateur parce que ce sont les plus fragiles et les plus faciles à mettre dans le collimateur, mais les fins poursuivies ne sont pas celles-là quoi. Puisque de toute manière les mesures qu'ils mettent en pratique ne peuvent pas résoudre la question des flux migratoires. Donc, à la limite, à moins de basculer dans l'horreur, il n'y pas de possibilité de résoudre la question des flux migratoires. ► **Mais les fins de cette politique, en fait, elles sont économiques ?** ► Oui, elles sont à la

fois idéologiques et économiques, mais surtout tout cela vise à masquer une réalité économique, c'est-à-dire qu'on est dans la dénégation complète : on utilise cette main d'œuvre, et comme on utilise cette main d'œuvre pour avoir un surplus de plus-value et avoir une main d'œuvre plus mobile, qu'on peut convoquer et révoquer à tout moment, et on fait, pour lui appliquer des conditions de vie et de travail qui sont totalement en opposition avec les lois sociales des dits pays, un ennemi et on les transforme en intrus, et en gens à évacuer, ce qui n'est pas du tout le propos. C'est le premier point, et le second point, c'est qu'on expérimente des lois et des rapports au travail et des rapports à la société qui, on s'en aperçoit, s'étendent progressivement à d'autres couches de la population qui elles sont parfaitement en règle. Donc, on est dans cette phase du libéralisme qui s'accompagne d'un renforcement de l'appareil répressif, qui concerne toute la population, et d'atteintes multiples aux libertés. C'est-à-dire qu'on s'aperçoit aussi de la manière dont conçoivent l'État les libéraux, c'est finalement l'État dans sa portion la plus congrue et la plus indispensable, un État qui est limité à une justice aux ordres, à une police qui donne les moyens à la police et à l'administration d'outrepasser ses droits, et d'agir dans l'arbitraire le plus absolu. Et dans le même temps on privatise tout ce qui peut être rentable et qui était jusqu'à présent à la charge de l'État, c'est-à-dire le service public. Dans les maternelles... dans l'éducation c'est vraiment frappant, sans parler

des hôpitaux, mais dans l'éducation ils s'attaquent à la base : ils foutent en l'air les maternelles, ils vont les privatiser, c'est-à-dire que l'enseignement maternel sera vraiment réservé à une poignée, une minorité de personnes, et dans le même temps ils privatisent l'enseignement supérieur, ils le livrent aux mains des entreprises. Donc, ils foutent en l'air l'État. Mais bon, partout, dès qu'il y a du fric à faire, ils privatisent dans un secteur. ► **Ils veulent rogner au maximum un accompagnement au long terme qui est pourtant essentiel...** ► Ils veulent faire en sorte que le capital puisse s'enrichir du travail là où il y a du travail, qui génère de la plus-value, et ils réduisent l'État à un contrôle social et politique des citoyens. Donc, c'est quand-même massif comme mouvement, c'est un mouvement très fort, parce quand on en voit l'évolution en quinze ans, c'est quand-même assez impressionnant. Et ça ne touche pas que la France, et ce n'est pas un hasard si là où ça résiste, c'est là où il y avait le plus de conquêtes sociales. Et ça se voit même dans la force / forme, les gens disent « Sarkozy, il est fou », mais il n'est pas fou du tout. Pour faire ça, il est à l'image de son propre projet politique, c'est-à-dire que la Constitution lui permet d'exercer une présidence hyper-autoritaire, et comme le Président de la République, sur la Constitution, il n'est contrôlé par personne, et que théoriquement il a quasiment tous les pouvoirs, y compris de dissoudre les parlements, il use de cela, dans la même perspective de renforcement de l'État, quitte à s'attaquer à des bastions traditionnels

qui sont de droite, comme la justice, mais il faut la mettre aux ordres... enfin tout est à l'image de ça quoi. C'est un peu... enfin c'est le modèle américain : tu prends la justice aux États-Unis, c'est une justice monstrueuse, dans le sens que les juges sont élus, donc ils sont financés pour être élus, et si le peuple veut du sang, ils donnent du sang, quoi. Et c'est vraiment le modèle, on en est dans une espèce de phase « seconde période de Pinochet ». C'est-à-dire tout libéral, une opposition et des forces sociales défaites, et un appareil répressif à la main de l'État, réduit à la portion congrue, c'est-à-dire l'armée et une justice aux ordres. En Italie, c'est la même chose. Bon alors, sauf que dans les pays européens, tout n'est pas détruit comme l'Allemagne, les syndicats existent, même s'ils sont souvent achetés et tributaires des mannes du pouvoir, mais quand-même, ils n'en sont pas encore arrivés là. Avec les sans-papiers, ils expérimentent quoi, ils expérimentent jusqu'où ils peuvent aller. Les attaques sur le droit de grève, elles sont concomitantes aux attaques sur les sans-papiers, c'est un peu la même chose. Le projet, on l'a très bien vu sur le projet de Constitution européenne : le projet était affiché comme tel. D'abord, c'est une constitution qu'on ne pouvait pas changer, donc déjà ça c'est aberrant, puisque pour changer un article de la Constitution, si elle avait été adoptée, il fallait l'unanimité de tous les pays, ce qui est anti-démocratique. Et ensuite, c'est une constitution, qui dans toute sa partie économique était très claire :

uniformiser par le bas, et créer un bassin d'emploi qui soit concurrentiel avec le bloc autour des États-Unis, et concurrentiel avec l'Asie du sud-est. Et dans ce cadre-là, ça veut dire précarisation du travail, ça veut dire mobilité des salariés, ça veut dire chômage important, et voilà. Et ça veut dire augmentation... par exemple l'augmentation de l'âge de la retraite, ce n'est pas pour faire travailler les gens plus tôt, parce qu'ils les virent à 55 ans de toute manière. C'est pour qu'ils aient moins de retraite surtout. Et qu'ils vivent dans la précarité dès qu'ils sont virés. Donc c'est abaissement... c'est ce fameux curseur entre revenu du capital et revenu du travail... et pour faire en sorte que le curseur parte vers une augmentation du revenu du capital. Et c'est ça qui ruine un pays comme la France, au niveau social, parce qu'il n'y avait pas de crise économique jusqu'à présent. On parlait de manque d'argent, de trou, mais c'est juste parce que le curseur ils le déplacent en faveur du revenu du capital, donc, comme il a été déplacé de douze points en moins de dix ans, en faveur du capital, donc c'est énorme. Quand on déplace les curseurs comme ça, il y a forcément paupérisation et dégradation. ► **Parce que cet abaissement s'applique à tous les domaines, notamment celui de la vie sociale...** ► Oui, avant pour un euro de valeur produite, il y avait 65% qui revenaient au travail: salaires, acquis sociaux, sécurité sociale, retraite... c'est tout ça. Et 35% pour le revenu du capital, les dividendes, etc. Et là, ça s'est inversé de douze points, donc c'est énorme quoi. Donc, ce n'est pas qu'il

n'y plus d'argent, c'est que l'argent est réparti différemment. Et c'est comme la fameuse lutte, la pseudo-lutte sur les paradis fiscaux, ça n'existe pas. C'est quand-même 15% du PIB mondial qui part comme ça, en dehors de tout contrôle, et en dehors de tout coût social, donc il n'y a pas de mystère, voilà. Et là-dedans, il y a des luttes idéologiques, il y en a toujours eu de tout temps, il y a toujours eu des boucs-émissaires pour déplacer la question sociale sur des questions, soit racistes à une époque, soit... là ils ne sont pas racistes, ils sont xénophobes. Mais c'est toujours face à l'étranger. Et le fait de mettre immigration, et identité nationale... ils ont déplacé le problème, et ils déplacent d'autant mieux le problème que pour un Français qui a vu ses conditions de vie se détériorer ces vingt dernières années, a lui au moins une chose qui semble lui appartenir, c'est sa nationalité. Donc, effectivement, si on lui fait croire que sa nationalité, qui lui appartient, est mise en danger par les flux migratoires, et bien, il s'occupe moins de social, mais il s'occupe plus de... ► **Alors que représente cette population immigrée, dans ce système, qui tend à se... Tu disais que les sans-papiers sont les plus fragiles, et les plus fragilisés aussi, alors comment perçois-tu le sort qu'on leur réserve maintenant?** ► De manière un peu schématique comme ça, on les diabolise, pour en faire... pour les ramener à une condition de travailleurs sans droits, et en plus déracinés, donc de fait une sorte de servage... Ils sont entre l'état de salarié et l'état d'esclave, du fait même qu'ils ne peuvent pas se

déplacer. Ils ne peuvent pas revenir dans leur pays, parce qu'en revenant dans leur pays ils ne vivent pas, donc... ils ne pourront pas revenir en France. Donc ce sont des gens qui sont dans des prisons à ciel ouvert. Et qui sont menacés en plus. Et ils sont menacés d'autant plus que le mouvement social est important, parce que ce sont des gens qui n'ont pas les moyens, sauf événement un peu exceptionnel, de protester et de faire quoi que ce soit. Ils sont dénoncés, ils sont expulsés. Donc ils savent que... on les tolère malgré tout, s'ils la ferment. Donc ça, c'est leur condition. Et puis il y l'État de droit, c'est-à-dire que, comme c'est une population qui n'est pas reconnue comme des citoyens, même des citoyens de seconde zone, comme les immigrés qui ont leurs papiers, qui sont des citoyens de seconde zone, ils ont le droit de cité, mais ils n'ont pas le droit ensuite de participer aux décisions collectives de la société et de voter par exemple, mais qui sont de fait citoyens. On vit dans une société qui, de facto, est une société d'apartheid, c'est-à-dire où il y a une masse de population, qui de toute manière, ne peut pas être expulsée, dans sa masse, et qui vit sans aucun droit. Alors ce n'est pas comme en Afrique de Sud, que les Noirs ont un cerveau plus petit que les blancs et c'est normal, mais là on dit, attention ce sont des envahisseurs, ils sont dangereux, ils portent atteinte à nos privilèges, donc on fait croire qu'on est contre eux, y compris on leur fait croire à eux, et ils en payent le prix, mais en fait on les exploite de la manière la plus féroce.

Donc on est dans un État d'apartheid, avec une multiplicité d'atteintes aux Droits de l'Homme... ► **...Et qui n'est pas ouvertement prononcé, mais qui est latent...** ► Non, parce que le discours dit l'inverse, parce qu'on dit qu'on veut s'en débarrasser, ce qui est complètement faux. On veut simplement faire en sorte de pouvoir jouer sur eux comme on veut. Quand on en a besoin, on les prend, quand on en a moins besoin on les rejette, mais d'une manière générale, on les veut là, bien sûr. ► **Et comment s'articule ce paradoxe alors, le fait que justement on ait besoin de cette main d'œuvre, et qu'après on ne leur attribue pas...** ► Il faut faire attention. C'est le principe du capitalisme. Nous personnellement, on a pas besoin de quoi que ce soit, on a pas besoin d'être exploités etc, mais à partir du moment où il y a une appropriation privée du travail, et donc il y a finalement deux types d'humains, ceux qui ont les moyens de s'approprier et de privatiser à leur profit le travail d'autrui, et la grande masse qui en est réduite à se faire privatiser son travail, on est dans une logique où la privatisation du travail, elle repose sur quoi, enfin sur quelle finalité ? Sur la finalité, comme quand Bouygues achète TFi, de faire du fric. Donc voilà. Donc, sur ce type de main d'œuvre là, on fait plus de fric que sur un type de main d'œuvre qui a ses droits, qui a la possibilité de revendiquer, c'est aussi simple que cela. Donc à ce niveau-là il n'y a pas de paradoxe. Après, il y a un enrobage idéologique et politique. C'est l'idéal quoi, pour l'économie française. Donc ce n'est pas l'économie

européenne qui a besoin de ces gens-là, en soi, mais à un moment donné ils préfèrent une masse de gens comme ça... ► **Et ils profitent de leur venue...** ► Ah oui, ils profitent de leur venue. Et là, le paradoxe est total. Tu prends l'Afrique par exemple, où 80% des matières premières de cette Afrique n'appartiennent pas aux Africains, mais appartiennent essentiellement aux Occidentaux. A l'Europe en majorité, aux États-Unis derrière, et à la Chine en troisième position. Donc déjà, on les dépouille de leurs richesses premières. On les exploite là-bas, et on se fait un fric monstre dessus avec l'armement, les ventes d'armes etc, à des luttes tribales. Et y compris on fait régner les influences inter-capitalistes en créant des guerres de toutes pièces là-bas. Tu prends le Rwanda, c'est quand-même la France qui ne veut pas de la poussée anglophone dans la région des lacs. Et la Belgique aussi. Donc on règle nos questions d'influence, tout comme avec l'Algérie, où la montée du FIS avait été entièrement financée par les États-Unis. Il y eu l'Arabie Saoudite, mais aussi les États-Unis. C'était pour réduire l'influence française en Algérie. Autour du marché du gaz et du pétrole. Donc ces pays-là sont des dominos des économies occidentales et des capitaux occidentaux. ► **Et cela contribue à ce que les gens de là-bas s'expatrient...** ► Ils sont totalement dépouillés de leurs richesses naturelles. Et on le voit bien, le truc le plus criant, c'est la pseudo-aide internationale: c'est une décision, une volonté de l'ONU d'éradiquer la pauvreté dans le monde, à commencer

par l'Afrique et l'Asie du sud-est, en 2024. Ils décident, les pays du G7, en 2002, de porter l'aide internationale à ces pays pauvres, de 0,40% de leur PIB à 0,80, et sept ans après on s'aperçoit que cette aide internationale a baissé. Donc voilà, il y a l'effet d'annonce et il y a la réalité. Et y compris dans l'aide internationale, par exemple l'aide internationale française, tu as des postes budgétaires qui sont énormes, qui concernent tout sauf l'aide internationale dans ces pays-là. Donc on est dans le mensonge, et les fameuses annulations de dettes ponctuelles de tel ou tel pays, c'est quand vraiment on a trop pressurisé le pays, on sait qu'il ne pourra plus jamais payer, donc on repart à zéro. ► **Avant de rentamer le processus...** ► Bien sûr, c'est quand-même ce dont a souffert l'économie mondiale aujourd'hui, avec la crise des subprimes etc, qui a gangrené le système. Finalement, ils faisaient leur fric sur les pauvres, et il y a un moment où les pauvres ne peuvent plus payer, donc là au lieu d'annuler les trucs, ils ont continué, et ça a pété. Avec les pays africains et l'Asie du sud-est aussi... Donc tout ça c'est une vaste hypocrisie. Et de toute manière, c'est l'humain qui est maltraité en premier lieu. Il y a une mystification complète. Les Juifs servaient à ça autrefois, tout comme la première Guerre Mondiale, qui a servi à ça. Il y avait un réel conflit d'intérêt, de domination économique occidentale entre l'Allemagne et la France, et le meilleur dérivatif, c'était la guerre. Avec le prétexte de l'Alsace-Lorraine, qui est un prétexte stupide. Ils auraient

très bien pu créer une zone autonome... ► **Comme encore dans d'autres régions du monde...** ► Ouais, et donc ça a fait cinquante millions de morts, mais ça n'a pas fait baisser les profits, c'est-à-dire l'économie de guerre allemande et française. Après l'Allemagne a payé, de manière éhontée... Mais les capitaux n'ont pas cessé de s'enrichir, sur le dos des peuples. Après, la deuxième Guerre Mondiale c'est plus complexe. Mais la première Guerre Mondiale, c'était vraiment ça. On dérive la question du social sur la question de la menace externe, et donc il y a un conflit économique et un blocage, et dans ce cas-là il y a une guerre. Donc là, depuis la seconde Guerre Mondiale on est rentré dans une phase où avec la mondialisation du capital qui normalement évite des conflits mondiaux, a priori, et surtout avec la Chine qui rentre dans le jeu. Mais il y a des petites guerres qui marquent des conflits d'intérêt, c'est comme des points de fixation, mais qui sont toujours des conflits d'intérêt de moindre importance: la suprématie d'un tel ou d'un tel pays. ► **Et finalement les populations qui sont les plus fragilisées dans le monde, fuient des événements qui sont le fait de pays puissants, qu'ils retrouvent ensuite en fuyant pourtant vers eux?** ► Et bien d'un côté, il y a le capital qui se déplace comme ça, mondialement aujourd'hui, et qui va et investit là où la rentabilité est la meilleure. Dès lors, le sort des ouvriers de Corée, ou de Chine, etc, n'est pas plus enviable que le sort des sans-papiers en France, sauf qu'ils ont

plus de moyens potentiellement de s'organiser, et de résister, et d'inverser ou de modifier le rapport. Et de l'autre côté, ce même capital refuse à ceux qu'il affame sur place, dans les pays sous industrialisés, où l'industrialisation de toute manière nécessite peu de main d'œuvre, parce que le pétrole en Afrique par exemple nécessite peu de main d'œuvre, refuse théoriquement à ces populations de se déplacer pour aller chercher le travail là où il est, pour vivre, tout simplement. Avant, ça se passait différemment, les gens migraient, et ils se foutaient sur la gueule quand il fallait se foutre sur la gueule, mais... Donc il y a ce paradoxe-là. Mais le paradoxe ce n'est pas de les empêcher à 100%, ce n'est pas ça le problème, c'est de contrôler. Il faut contrôler les flux migratoires. Au nom de quoi? Au nom de celui qui veut simplement, quand il a besoin de, enfin je sais pas quand tu as un appartement tu as besoin d'une femme de ménage, tu n'en veux pas dix quoi. Donc tu ouvres ta porte pour qu'il y en ait éventuellement deux, ce qui permet de discuter les prix, et de faire comprendre à celle que tu emploies, que si elle veut travailler elle doit travailler à ces conditions sinon il y en a une derrière qui attend, derrière la porte, mais tu n'en veux pas cinquante chez toi. Donc ça, ça dépend de l'état de l'économie, et comme l'économie était très florissante ces dernières années, forcément... Qui dit économie très florissante, dit économie totalement pas florissante dans les pays pauvres quoi... (?) Mais toujours en leur faisant croire qu'ils n'étaient absolument pas

désirés. On pouvait les traiter comme on voulait, c'est-à-dire les maltraiter. ► **C'était le cas déjà dans les années 60, quand il y a eu des vagues d'immigration intra-européennes, pour la main d'œuvre en France ?** ► Au niveau européen, c'était un peu différent. D'abord, il y a des réalités différentes entre les pays européens. Et du coup, l'obtention de la nationalité française ou d'un titre de séjour dépendait justement des flux migratoires propres à chacun des pays. Et dans les pays du sud de l'Europe, notamment la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, qui étaient des pays davantage d'émigration que d'immigration, et notamment les régions les plus pauvres de ces pays, comme le Pays Basque, la Bretagne. Et de ce fait-là ils ont adopté, soi-disant selon le principe républicain, les Droits de l'Homme, etc., ils ont adopté, par réalisme, l'identité, pas par le sang mais par la terre. C'est-à-dire tu es là, tu nais là, donc tu es Français, Espagnol, etc. Parce qu'il fallait remplacer ceux qui se barraient, y compris si on voulait concurrencer les voisins, il fallait en avoir plus. Et puis tu as des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, etc, où la nationalité c'est par le sang, parce que ça n'a jamais été des pays de migration. Donc, comme il y avait peu de gens qui émigraient, et là il y avait des présupposés idéologiques sur lesquels les courants d'extrême droite pouvaient s'appuyer, ils parlaient de race allemande, de race aryenne... Ce qui est absurde par rapport à l'Allemagne, parce que quand on connaît l'histoire de l'Allemagne, c'est

une création récente, et ça ne veut pas dire grand-chose d'un point de vue historique. Donc déjà, tu as cette différence-là, ce qui fait que les États agissaient différemment, par exemple tu prends la Belgique, qui était très industrialisée, dont l'industrialisation était très en avance par rapport à l'Italie, et par rapport à l'Espagne et au Portugal, donc eux avaient un besoin de main d'œuvre considérable, et ils ont passé des accords dont je ne me rappelle plus les dates, au xxe siècle, par exemple belgo-italien : le gouvernement italien disait on a besoin de tant de personnes pour travailler dans nos mines et nos industries, et l'autre disait voilà ça vous coûtera tant, donc ils étaient parfaitement pas intégrés, parce que c'est toujours bon de monter les travailleurs entre eux. Y compris ceux qui signaient les accords, ensuite les maltraitaient en faisant croire aux ouvriers belges que c'étaient des ennemis pour eux. Mais du coup en Belgique, il y a une communauté italienne hyper forte, hyper nombreuse, qui s'est intégrée. Par contre en France, ça n'a jamais été de manière contractuelle, sauf pour l'Algérie, mais c'était différent. Jamais de manière contractuelle. On a toujours fait comprendre aux Français que l'étranger venait s'installer chez nous, et venait piquer nos richesses. Même quand on en avait besoin. On avait besoin de polonais, on avait besoin d'Italiens, et ça se passait très très mal à l'époque aussi. Quand tu avais les ouvriers du Nord, les mineurs qui voyaient arriver des légions de Polonais, qui travaillaient deux fois

plus qu'eux, qui acceptaient tout, et qui ne faisaient pas grève quand eux faisaient grève, forcément les Polonais devenaient leurs ennemis quoi. Et la France a toujours joué de ce mécanisme-là, c'est-à-dire ne pas reconnaître leur propre pratique et être dans la dénégation complète. Et lieu d'être pédagogue par rapport à la population française, et de dire oui on a besoin de cette population-là, et de cette main d'œuvre là, en disant que c'est comme si on était généreux, en leur donnant l'asile, et qu'il fallait pas quand-même qu'ils la ramènent trop. Donc la mentalité française pour ça, comme la mentalité italienne d'ailleurs, enfin la mentalité italienne dans le nord, où ils oublient que eux c'est un pays d'émigration. Avant de refuser les Albanais, etc, d'abord il faut voir ce qu'ils ont fait en Albanie aussi. Enfin voilà, c'est un mécanisme classique à travers les âges qui se reproduit. ► **Alors le regard envers ces Polonais, ces Italiens, ces Espagnols, ces Portugais, était le même qu'aujourd'hui ?** ► Un Espagnol dans les années 60, c'était comme avoir un Arabe, c'était pareil, sauf qu'ils étaient catholiques, mais voilà. Et les ouvriers portugais, c'était vraiment la racaille aux yeux des gens. Bon après ça s'est inversé, mais là oui, c'était la même chose. Sauf qu'ils étaient mieux traités, dans le sens qu'ils n'étaient pas chassés, il n'y avait pas de camp comme aujourd'hui, il n'y avait pas tout ce phénomène, toute cette construction monstrueuse. Parce qu'il y avait d'autres ennemis intérieurs aussi, il n'y avait pas que le Portugais... La France a quand-

même été très antisémite jusqu'au moins dans les années 50, donc le Juif a servi de dérivatif... Il faut toujours un ennemi, c'est tellement plus simple... ► **Mais la construction de ces barrières, elle s'est aussi réalisée dans les phénomènes d'urbanisme, qui reléguaient cette population dans des secteurs particuliers qu'on appelle des banlieues, avec ces tours qui ont été construites massivement... Il y a un lien avec ça aussi, non, ne serait-ce qu'étymologiquement ?** ► Il y a surtout eu comme premier phénomène, avant l'apparition des cités, etc, le nettoyage des villes de sa composante populaire. Dans les villes autrefois, à commencer par Paris, il y avait des usines. Aujourd'hui, il n'y a plus d'usines, donc on a repoussé ça, et les villes n'avaient plus de raison d'être populaires pour une raison bien simple, pour faire en sorte de libérer le terrain à des valeurs spéculatives et immobilières. Donc on repousse les entreprises, et on crée des populations de couches moyennes plutôt aisées et de couches supérieures, et on refoule la production à l'extérieur des villes. Donc on crée des parcs, et des zones concentrationnaires à l'extérieur. Là aussi, c'est frappant, et on construit des fortunes là-dessus. Paris, c'est invraisemblable, quand tu vois ce qu'est le xve aujourd'hui, et il y a encore vingt ans ou vingt-cinq ans, c'est invraisemblable, le xve c'était vraiment des quartiers ouvriers, et en plus sublimes... ► **...et métissés ?** ►... ah, totalement mélangés, oui. Même une ville comme Toulouse, en dix ans, tu vois l'évolution du centre ville,

à des petits critères comme ça, qui semblent insignifiants, mais qui sont en fait très parlants. Le fait par exemple que, au marché avant, tu pouvais aller bouffer ton entrecôte à six heures du matin et tout ça, parce qu tu avais des prolos qui travaillaient, et qui partaient sur le boulot donc ils mangeaient, ou qui revenaient, et maintenant, il n'y en a plus. Donc maintenant, le premier café qui ouvre, c'est à huit heures et demie le matin. L'autre jour, j'attendais Sara (un des personnages du film, NDR), je devais lui donner un document, je l'attendais sur le quai du métro aux Carmes, c'est vachement marrant quoi, tu t'aperçois que les métros sont bondés, et personne ne descend aux Carmes. J'ai été obligé de l'attendre, parce qu'elle était en retard, quarante minutes, et vers 8h45, les gens commencent à descendre à la station Carmes. Donc, tu te dis voilà, ça s'est complètement embourgeoisé, et c'est essentiellement des employés de commerce qui arrivent. Mais sinon personne ne descend, il n'y a plus de travail ici, enfin on n'est plus dans la vie populaire. ► C'est devenu seulement résidentiel donc... ► C'est ça, essentiellement, et les commerces. Et aux États-Unis, il faut toujours regarder les États-Unis, parce que tu vois ce qui va t'arriver et te tomber sur la gueule plus tard. Quand tu penses que 25% des gens habitent dans des cités protégées, avec des règlements intérieurs hors du monde finalement, donc même eux construisent leurs propres ghettos, et ils se protègent. La peur, c'est quand-même le premier... susciter la peur,

c'est susciter l'esprit réactionnaire... Et elle t'empêche de bouger la peur, puisque tu as peur. Donc c'est vraiment s'opposer au mouvement, au profit de... tu ne penses pas, tu ne réagis... Tu te protèges. ► C'est alimenter la méconnaissance de l'Autre justement, pour... ►...te faire croire que l'Autre n'est pas légitime, ou qu'il est légitime que s'il n'est domestiqué. L'Autre est à notre service, mais il est potentiellement dangereux. Et de ce point de vue-là, ils n'ont pas tort, sauf qu'on fait croire ça, y compris à ceux qui sont considérés comme dangereux. Il y a un truc vachement marrant, enfin... Il y a un axiome de base chez Marx, qui est toujours d'actualité, encore plus que jamais, c'est que l'idéologie de la classe dominante égale l'idéologie dominante. Par exemple, très souvent tu entends des gens qui disent que la France, pour tout ce qui est de la précarité tout ça... ou même, ils voient les élections, Sarkozy arriver en tête, ils disent, attends non, c'est pas possible... en sachant que 60% des salariés sont au SMIC ou moins, tu te dis, il ne peut pas passer... Mais si, parce qu'idéologiquement, ils ont tous les moyens à leur botte, alors voilà, l'idéologie dominante passe. Surtout dans une société hyper individualisée, où le bonheur qui nous est promis et auquel on aspire, c'est un bonheur de consommateur, où il faut avoir tel truc, donc si on a tel truc, c'est forcément sur le dos du voisin. Et le bonheur se mesure à ta taille d'écran de télévision, et à ce que n'a pas l'autre, aussi. ► C'est un bonheur individuel... ► Donc la perception du monde, elle

est dominée par... la perception du monde dominante... enfin la télévision, pour ça, c'est très bien, parce que si tu regardes, à la télévision, par exemple, la classe ouvrière elle n'existe plus. ► Elle n'est plus représentée, plus visible ? ► Non, elle n'est plus visible. Qui sait comment ça se passe, par exemple, chez Renault sur une chaîne ? C'est l'horreur. Et c'est plus l'horreur aujourd'hui qu'il y a vingt ans, alors que ça devrait être quand-même l'inverse. Personne ne sait. Quand on te parle d'ouvriers, ou de prolétaires, ça semble être un mot un peu répugnant, un peu... tu as l'impression d'être deux siècles en arrière. Leur fameux concept, soyez modernes, etc, ne soyez pas archaïques, c'est un leurre complet quoi, ça permet d'effacer la réalité de la surface, de toute lisibilité, et toute visibilité... ► C'est un archaïsme qu'on entretient, donc ? ► Si tu prends le Parti Socialiste, enfin pas partout, pas dans le Nord mais, les militants du Parti Socialiste sont essentiellement des couches moyennes, même des enseignants. Tu leur parles d'un ouvrier, ils ne savent pas ce que c'est, mais vraiment. A Paris, j'avais été frappé, même pour certains, ça n'existe quasiment plus, ça n'existe plus. Donc, l'idéologie qui est véhiculée de manière massive, c'est grosso modo celle des classes moyennes comme classes privilégiées. C'est là où Sarkozy déconne un peu, c'est-à-dire de montrer que... parce que d'un autre côté aussi, ce qu'ils ont réussi à gommer aujourd'hui, c'est ce qu'être un bourgeois aujourd'hui, c'est-à-dire la vie de bourgeois, on la voit dans

les longs métrages et tout ça, mais ça paraît aussi irréel qu'un ouvrier. ■

propos recueillis
le 8 mars 2009

(42'41'')

entretien 2

FRÈRE ALAIN
frère franciscain
co-initiateur
des *Cercles de silence*
sur le Capitole
Toulouse





C
B
C

FRÈRE ALAIN
frère franciscain
co-initiateur
des *Cercles de silence*
sur le Capitole
Toulouse

ALAIN, vif et alerte, est Franciscain et réside aujourd'hui à Toulouse, après avoir parcouru le monde. Il a initié le premier Cercle de silence qui s'est tenu le 30 octobre 2007.

Le dernier mardi du mois, des centaines de Toulousains forment un cercle silencieux sur la place du Capitole. Ils entendent ainsi témoigner de leur opposition à l'enfermement d'étrangers dans les Centres de rétention administrative. Le nombre de participants fluctue d'un mois sur l'autre ; les quelques dizaines de participants qui se sont rassemblés pour la première fois en octobre 2007, ont été rejoints par des centaines de nouveaux venus. Le cercle du mois de juin 2008 a regroupé près de 1 000 personnes, de tous âges, conditions et origines. Aujourd'hui, les Cercles ont essaimé en France : début janvier 2009, on en recensait 89, un chiffre qui rappelle une date dans le creuset de laquelle naquit la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Faut-il obéir aux lois quand nos consciences en seraient blessées ? C'est une question difficile. Je dirai simplement que les lois immorales détruisent l'obéissance aux lois.

►2

► **BENJAMIN RENAUD** Je vous ai rencontrés (les Franciscains) un peu par hasard, un jour où je suis passé sur le Capitole et j'ai constaté d'un rassemblement de personnes, encadrées plus ou moins par vous, enfin c'est vous qui faites l'information autour de ce groupe, et donc je suis allé chercher cette information, demander ce qu'il se passait, et c'est comme cela que j'ai appris l'existence de ce cercle de silence. Et moi j'ai envie un peu de savoir déjà, premièrement, quel est votre positionnement, alors je ne sais pas si tu vas parler en ton nom ou au nom des frères Franciscains... ► **FRÈRE ALAIN** Je vais parler au nom des frères plutôt... ► D'accord. Alors quel est votre positionnement, donc collectif, par rapport à la question des sans-papiers ? ► Et bien, notre position c'est que nous avons perçu que c'était peu connu dans la région toulousaine, et que l'existence du centre de Cornebarrieu était peu connue, quoiqu'il y ait eu dans la presse des articles au moment de sa construction et de son inauguration. Donc, nous nous sommes, pendant plusieurs mois, posé la question de savoir quoi faire, enfin plusieurs d'entre nous si tu veux avaient des contacts avec des gens démunis de papiers, et donc étaient au courant des drames que cela posait. Et nous avons pensé que nous pouvions, nous, apporter une note spéciale à ce qui existait déjà pour la sensibilisation, une note plus en rapport avec ce que nous sommes, nous sommes une communauté de priants, une communauté de gens qui ne sont pas toujours très à l'aise dans

les manifestations où on crie, on hurle, et puis on ne voit pas tellement les résultats. Nous avons donc pensé que nous pouvions apporter quelque chose, en invitant, et nous-mêmes d'abord, en nous invitant à venir là, à un endroit passant, et à passer une heure de silence, et pour nous de prière pour les autres gens, ceux qui sont croyants prient, ceux qui ne sont pas croyants restent dans le silence, pour tâcher d'être en contact avec notre conscience. Et d'inviter les gens d'être en contact avec leur conscience, de ne pas se laisser prendre par tout ce « tohu-bohu » de la vie, où tout le monde cavale, où tout le monde se remplit les oreilles de tas de choses, et puis les oublie après... ► **Oui, notamment sur un endroit de passage, comme tu dis, un lieu symbolique de la ville...** ► Bon, alors un endroit de passage où, les gens, et bien s'ils s'arrêtent, alors peut-être vont-ils être en rapport avec ce qu'ils portent en eux ou en elles, et puis à ce moment-là, décider quel pas ils vont faire. Alors, c'est à chacun de choisir le pas qu'il va faire, ou les pas qu'ils ont fait. Nous l'avions très nettement marqué, ces problèmes sont mondiaux et complexes, beaucoup nous ont interpellés sur ce point, nous ne prétendons pas avoir la solution, mais aujourd'hui nous pensons que nous pourrions aller plus loin ensemble, et que le chemin passe par le respect de la dignité de toute personne humaine. Alors c'est la raison pour laquelle nous avons émis comme objectif numéro un que les centres de rétention ne soient pas l'unique solution pour les sans-papiers. Il y a un très grand nombre de

ces personnes, surtout ceux qui sont installés en France depuis un bout de temps, qui peuvent être soumises, si la loi vraiment l'impose, à un contrôle périodique, mais il n'y a pas de raison de les enfermer, de couper les familles, etc. Alors, pour nous, c'est cette existence-même des centres de rétention que nous contestons. ► **C'est ce qui motive cette initiative...** ► ...Oui, et qu'elle soit l'unique solution, quasiment l'unique solution. Je voudrais qu'il y ait un jour l'administration qui sorte les statistiques : quel sont le nombre de gens, qui ont été... qui ont eu une autre solution, comme celle, comment on appelle ça... l'assignation à résidence, où les gens ont périodiquement à venir se présenter, mais enfin ils continuent leur vie familiale pendant que les papiers... suivent leur chemin dans l'administration. ► **En fait la solution dont tu parles, au final pour le gouvernement, c'est l'expulsion, et le centre de rétention est la transition entre l'appréhension de la personne et son expulsion, qui est quand même le but avoué...** ► Alors, nous savons très bien, qu'en disant que nous contestons cette solution unique des centres de rétention, nous nous attaquons à toute une série d'autres mesures de la politique. Mais nous tâchons de cibler un objectif, et nous mentionnons aussi que nous sommes heurtés, meurtris, de voir aussi toute une série de comportements des exécutants de l'administration. Que ce soit pour les arrêter, ou même pour les recevoir à la préfecture, enfin etc, il y a toute une série d'exécutants qui

sont conduits à des comportements que nous réprouvons. ► **C'est ce que vous dites dans les articles qui sont en ligne sur internet (sur le site web des Franciscains de Toulouse). C'est toute cette « chaîne » en fait, de personnes...** ► Alors, et d'autant plus qu'il y a de ces exécutants qui souhaiteraient ne pas avoir à exécuter cela. Je connais des policiers qui sont malades de ça, je connais des employés de la préfecture qui ne sont pas heureux de ce qu'ils font, mais qui sont pris par l'engrenage, il faut qu'ils sauvent leur boulot quoi. ► **Ils sont un rouage dans un engrenage.** ► Ils sont un rouage, et on les oblige à faire des choses qui ne leur plaisent pas. Alors ce sont les deux points, et alors donc dès le début, nous avons simplement dit, « nous voulons, nous expérimenter cela, de façon plus serrée, et puis, s'il y a des gens qui se joignent à nous... et bien c'est bien. » Alors les deux premières fois, nous étions vingt-cinq, ou les trois premières fois, nous étions vingt-cinq, et puis après nous avons été plusieurs centaines, à un moment, même, on a été quatre cents, bon mais peu importe. Pour nous, ce n'est pas une question de nombre. Même le nombre de cercles de silence qui existent à travers la France, bon il y en a actuellement cent dix, cent vingt, on ne sait pas... ► **... Dont vous êtes les précurseurs donc ?** ► Enfin, nous sommes, ceux qui oui, ont démarré. Mais, nous sommes heureux de voir la réponse profonde qu'un certain nombre de personnes ont donnée à cela. ► **C'est-à-dire ?** ► Croyants ou incroyants. Il y a des tas d'athées qui m'ont dit, « mais oui, ça

touche notre conscience, c'est notre conscience qui est en jeu, et nous voulons manifester que c'est un problème de conscience, pour nous.» Alors ça, ça nous plaît beaucoup, parce que, justement dans cette façon d'opérer, tout à la va-vite, etc, dans l'information, les gens sont émus cinq minutes, enfin, ou même pas cinq minutes, une minute ou dix secondes, et puis après, hop on passe à autre chose. Mais ce n'est pas ça. Il faut donc, que les gens prennent le temps de réfléchir, d'écouter ce qu'ils ont en eux, et puis de voir ce qu'ils peuvent faire. Alors nous tâchons de «brancher» sur d'autres organisations... Nous ne voulons pas être une organisation, nous voulons être un groupe d'éveil, et nous invitons les différents groupes qui naissent en France à être ainsi des groupes d'éveil. Surtout pour des gens qui n'avaient aucune idée que ça (les CRA) existe. Et aucune idée des drames que ça entraîne. Alors voilà. ► **Et puis comme tu le disais, une heure, c'est déjà atypique par rapport au mode de consommation, même des émotions... car on passe très vite d'une chose à une autre, on voit, on y pense, et puis on oublie...** ► Voilà, soixante-dix secondes maxi... ► **...comme à la télé, ou un panneau pub dans la rue...** ► Oui, alors c'est à ça, que nous invitons les gens. Et alors, moi j'ai été très ému, et je le sais certains de mes frères aussi, de voir des gens à la fin d'un cercle de silence, les larmes aux yeux, très émus, disant «je viens de vivre quelque chose que je n'avais jamais vécu.» Bon, et bien c'est ça, c'est ça que nous souhaitons, pouvoir faire que des gens qui n'avaient

pas réalisé que leur conscience était directement attaquée par ça... Et nous voulons alors par là, c'est ce que nous avons écrit à diverses reprises, que disons, chacun d'entre nous participe à une humanité commune, de tous les « bipèdes » appelés êtres humains. Et bien, cette humanité, si nous la laissons détruire chez d'autres, elle se détruit à ce moment-là chez nous. Tandis que si nous réagissons, nous défendons cette humanité en nous et chez les autres en même temps. Nous sommes solidaires dans cette histoire-là, on ne peut pas laisser faire des choses dégoûtantes, immorales, choquantes, blessantes, pour d'autres, et ne pas en être diminué comme être humain. ► **Oui, et puis cela appelle à des questions de fraternité, et de citoyenneté aussi tout simplement. Et puis ce qui est intéressant, c'est qu'au-delà de votre statut à vous, de religieux, comme tu le disais cela peut impliquer tout le monde.** ► Ah bien oui! Parce que nous disons que tous ceux qui ont une conscience... quelquefois, il y a des gens, ils nous disent: «qu'est-ce qui se passe?», et je leur dit, écoutez, c'est un cercle pour les gens qui ont une conscience... vous en avez une? et bien alors vous pouvez vous y mettre... (rires) ► **Peut-être que certains n'ont pas de conscience..?** ► Ou ils l'oublient. Ils l'oublient, ou alors justement ils laissent un coussin ou un oreiller être mis au-dessus de leur conscience. Alors c'est tout ça. Et c'est dans la ligne, si tu veux, de la non-violence gandhienne, de Gandhi, qui justement, c'est toujours la conscience qu'il tâche d'éveiller. ► **Vous avez un rôle de**

«déclencheur» de cette conscience? ► Non, pas de déclencheur, mais enfin d'«éveilleur», je préfère éveilleur... de la prise de conscience de cette conscience. ► **Et peut-être que le cercle va être une première étape chez ces gens, qui ensuite ont envie de réfléchir, ou d'aller trouver d'autres types de liens?** ► Alors il y a déjà par exemple des groupes, et puis nous avons vu que ça a démarré dans d'autres villes et tout... C'est ça... A partir du moment où des gens disent «ce n'est pas acceptable, pour nous, êtres humains», et bien il y a des voisins qui tout d'un coup disent «ce n'est pas acceptable», et puis ils trouvent un moyen. Alors il y en a qui vont visiter, qui vont au tribunal, il y en a d'autres qui font du porte-à-porte... Enfin, à chacun après d'être créatif. ► **Et sur le Capitole pendant ces moments-là, votre discours est-il bien reçu, ou est-ce que c'est arrivé qu'il y ait des contradictions, ou des débordements, comme j'en ai vu dans certaines villes, à Bordeaux par exemple?** ► Oui, il y a eu quelques débordements dans quelques villes, par des groupes organisés. Nous, nous n'avons jamais eu ça. Nous avons eu des gens qui sont venus, puisque nous nous présentons, nous allons bientôt en avoir même cinq je crois, et alors il y a des gens quelquefois qui prennent à parti celui d'entre nous qui se trouve auprès d'un panneau, en disant ce qu'ils pensent, ou ce qui vient quelques fois de leurs blessures. Il y a des tas de gens qui ont une peur bleue, enfin qui ont toute une série de peurs par

rapport aux étrangers. Et c'est exact, c'est légitime pour certains, mais alors nous tâchons de les écouter, et puis de répondre à celles des questions qu'ils «écoutent». Bon, parce qu'alors il y en a avec lesquels on a un vrai dialogue, et puis quelquefois on en a qui sont des contradicteurs, c'est tout quoi. Et puis ils n'écoutent pas, alors... Mais enfin, c'est bien qu'ils l'expriment, et nous tâchons de respecter aussi cette peur, quelquefois cette douleur, qu'il y a en eux. Parce que oui, il y a des gens qui portent une blessure. Bon et bien, c'est comme ça. Alors... Mais, non, nous n'avons pas eu d'ennuis, et les ennuis qu'il y a eu dans quelques villes, n'ont pas eu... sauf à Toulon où il y a une certaine répétition, mais aux autres endroits... ► **Et à Bordeaux aussi? (petit topo sur cet événement par un groupe d'extrême-droite)** ► Non, à Bordeaux il y a eu une fois, et puis après... et d'ailleurs j'étais après à Bordeaux à une autre réunion, où il y a de ces journalistes du FN qui étaient là, et bien ils ont entendu avec leurs propres oreilles que, le fait qu'il y ait eu cette manifestation de quelqu'un du FN, a fait que la fois d'après, il y avait 40 à 50% de participants en plus au cercle de silence. Alors je crois que ça a pu relativiser l'intérêt pour eux de le (re)faire. ► **Et, est-ce que... Jusqu'à présent, dans les gens que j'ai vus, dans les groupes ou avec José (Chidlovsky) aussi par exemple, on a beaucoup parlé de politique, par rapport au gouvernement actuel... Mais pour vous, j'entends bien qu'il y a une nuance, que vous ne vous attaquez**

pas forcément au fond politique des mesures qui sont prises par ce gouvernement, mais tout simplement à ce que ça vient attaquer ou blesser dans la dignité humaine...? ►...Et à ce que des gens entrent en mouvement, et alors à ce moment-là, il va y avoir monsieur, celui qui est juste à côté de moi, qui lui va faire d'une façon, et l'autre qui va peut-être le faire d'une autre façon. Mais peu nous importe, du moment que les gens se mettent en mouvement, pour que les choses ne restent pas comme elles sont. ► **Oui, donc la «couleur» politique, comme l'avis religieux finalement important peu...** ► Oui, nous ne voulons pas... nous voulons justement que ce soient des cercles qui puissent unir des gens très différents. Et puis nous disons que les gens fassent suivant les qualités qu'ils ont : s'ils sont des juristes, et bien qu'ils aident dans le domaine juridique, s'ils sont des gens un peu du genre «bon samaritain», qu'ils fassent quelque chose comme ça, s'ils ont capables de faire des traductions... Tu vois, que chacun trouve en fonction de ce qu'il est, ses compétences, et ce qu'il entend à l'intérieur de soi / lui. Justement, nous ne voulons pas diviser, parce que c'est ça qui nous chagrinerait, de voir des gens avec des propos qui divisent. Il s'agit de faire des changements, mais en étant ensemble, utilisant des moyens légèrement différents les uns les autres, bon il y en a qui préfèrent manifester, il y en a qui préfèrent ceci cela, très bien, c'est merveilleux. ► **Parce que c'est justement ces divisions au sein de certains groupes,**

ou pendant certaines manifestations, qui font que cela porte préjudice parfois, à ces luttes... ► **Absolument, absolument!** ► **J'ai entendu parler de certaines «récupérations politiques» par exemple, par certains partis, par des manifestations ou certains groupes d'action, qui finalement, quand on va demander des régularisations après à la préfecture, certaines familles, certains sans-papiers, ne reçoivent que des OQTF (obligations de quitter le territoire français)... Parce que c'est mal mené, que c'est mal géré... et bon, j'ai eu vent de ça...** ► Oui ça, mais aussi je connais pas mal d'histoires comme ça... Et nous voulons juste le faire de façon que ça puisse être un travail en profondeur d'unification, et auquel des militants très différents viennent éventuellement se «ressourcer». C'est tout. Alors, s'ils le font comme ça, c'est bien. On n'avait pas pensé ça au début, mais au fur et à mesure nous avons dit «et bien voilà, c'est bien il y a des militants différents, et si chacun se ressource, c'est bien.» Voilà. ► **Et est-ce que certains d'entre vous, les frères par exemple ponctuellement après sont présents dans d'autres types d'actions, devant le tribunal, en soutien, ou dans des groupes de parole?** ► Oui, par exemple, dans des groupes de parole, il y en a, nous étions aussi plusieurs à être place Saint-Etienne le 4 avril (pour une manifestation devant la préfecture), le 8 avril (pour un autre rassemblement, celui des «délinquants volontaires», groupe de personnes contre le délit de solidarité aux sans-papiers réunis près du tribunal) nous serons au moins deux, peut-être plus...

Cela dépend aussi des uns et des autres, il s'agit à chaque fois... nous faisons un travail en communauté, mais nous ne sommes pas les mêmes et nous n'avons pas le même présent d'ailleurs, et le même passé. Alors il y en a qui sont plus à l'aise d'être engagés dans ceci, dans cela, et... c'est bien! Il s'agit que nous respections dedans, mais alors nous en parlons ensemble auparavant, de façon à ce que nous soyons bien au courant de ce que les uns les autres font ou pensent faire. ► **Et par rapport au(x) centre(s) de rétention alors, plus précisément, est-ce que vous... moi j'ai connaissance par exemple d'un groupe qui s'appelle «le Cercle des voisins», qui agit autour du centre...** ► Oui, et en fait ils disent qu'ils sont nés de notre cercle de silence, et puis qu'ils ont dit «et nous alors, qu'est-ce que nous pouvons faire, nous n'aimons pas tellement être en silence, mais qu'est-ce que nous pouvons faire?» Et alors je suis allé à leur réunion, à quelques-unes de leurs réunions, nous sommes en contact fréquent, nous leur avons envoyé aussi tous les reporters que nous pouvons, parce que c'est exactement une de ces très bonnes initiatives, des gens qui ont trouvé à faire. ► **Alors qu'est-ce qu'ils font précisément, ces gens, «le Cercle des voisins»?** ► Au «Cercle des voisins»? Il faut que tu les interrogés, mais et bien, ils ont commencé en allant faire savoir cette existence du centre de Cornebarrieu sur les marchés, à Blagnac... bon, puis en disant « nous sommes voisins », et puis alors il y en a quelques uns qui étaient déjà actifs à travers la CIMADE

(Comité Inter Mouvements Auprès Des Évacués, créée en 1939 par les jeunesses protestantes pour venir en aide aux réfugiés dans les premiers camps d'internement français, la mention Service œcuménique d'entraide ayant été rajoutée par la suite), ou LDH (Ligue des Droits de l'Homme), ou RESF (Réseau Éducation Sans Frontières), et qui ont dit «et bien voilà, il y a ceci, cela à faire», et alors il y en a de plus en plus qui sont engagés là-dedans. Et puis ils ont fait du démarchage, à l'égard de leurs propres voisins. Non seulement ils sont voisins de ce centre de Cornebarrieu, mais ils sont allés trouver leurs voisins en disant «bien tiens, est-ce que vous savez ceci...?» Bon. Voilà exactement un groupe qui... il y en a quelques uns qui viennent aussi se recentrer chez nous, etc... mais donc, un groupe qui a dit «et bien voilà, nous sommes proches de ça, nous ne pouvons pas laisser faire ce qui se fait, et alors regardons chacun suivant nos compétences.» Alors, il y a des tas de gens qui ont pas mal de compétences, et qui les mettent au service, ainsi, des sans-papiers. C'est très très beau comme initiative. ► **Et ils se mettent aussi au service des familles qui viennent visiter les sans-papiers, parce que ce centre est volontairement placé très en retrait de la ville de Toulouse, de façon très isolée, pour viser à ne pas faciliter les contacts entre les gens qui y sont et l'extérieur... Donc ce «Cercle des voisins», d'après ce que j'ai compris, facilite aussi les liens, les voyages, les déplacements, etc.** ► Absolument. Et puis ils sont engagés dans certains aspects juridiques, il y a

des juristes parmi eux, bon alors ils ont mis leurs connaissances au service... et il y en a d'autres qui sont beaucoup plus pour le contact sur les marchés, ou autre part... Moi, j'admire, et je cite souvent en exemple ce qu'ils font. Mais ils disent que c'est parce que nous avons démarré qu'ils se sont dit: «et nous?» Alors, voilà, exactement, c'est cette «contagion» que nous souhaitons. Une contagion qui ne conduit pas à des actions juste pour très peu de temps, mais des choses à long terme, parce que tout ça, c'est à long terme. Il faut que nous soyons bien conscients que dans notre pays, la mentalité n'est pas favorable aux étrangers. Il faut le savoir, que même les gens qui sont les plus émus par le sort réservé aux sans-papiers, même ceux-là, la plupart du temps, participent à une mentalité qui n'est pas une mentalité d'ouverture, et d'accueil de l'étranger. ► **Tout à fait, et ce même dans les mots. On avait évoqué avec frère Stéphane (un autre Franciscain présent aux Cercles de silence sur le Capitole) la question de la terminologie: «sans-papiers», «immigrés», «clandestins»... toutes les étiquettes que l'on colle sur tel ou tel type de gens, alors que finalement, «les gens d'ici, sont d'ici» (formule reprise au collectif «Ouvriers, gens d'ici...» rencontré lors d'un entretien, qui figure également dans cet ouvrage)... ceux qui vivent ici... On fait tout pour que celui qui vient d'ailleurs, reste «immigré» toute sa vie... même ses enfants sont des «immigrés», et le restent. C'est absurde, non? ►**

30 Alors, nous voulons participer, en un

sens, et il y a beaucoup d'autres gens qui y participent, à un changement de mentalité, et... RESF a énormément fait pour ça, mais aussi des tas de groupes, locaux ou autres, et... c'est participer à un changement de mentalité à l'égard des étrangers. Parce que les lois ne peuvent changer que quand il y a un changement de mentalité. ► **C'est ça, et à différentes échelles, puis qu'il y a des groupes qui sont «puissants» et médiatisés, et d'autres qui sont très confidentiels. Mais ce qui est important, c'est que ce changement de mentalité, comme tu le dis, se fasse à plein de niveaux différents.** ► Voilà. Et nous avons voulu pouvoir le faire à partir de gens, dont le très grand nombre n'était pas du tout «conscientisé», jusqu'à présent. Alors, c'est ça, c'est tout simple. ► **Il s'agit, pour vous, de diffuser, déjà premièrement, l'information, et ensuite la prise de conscience qui va avec...** ► Oui, un nouveau regard, tu vois... Et que les gens trouvent que ce nouveau regard... ce n'est pas nous qui l'imposons, personne ne l'impose, ils le trouvent à l'intérieur d'eux-mêmes. Ils disent: «mais au fait, j'ai été victime d'un lessivage d'esprit, par le milieu ambiant, et mais ce que j'ai en moi me pousse à avoir un autre comportement...» Alors, c'est ça, si tu veux, ce à quoi nous souhaitons participer. ► **Et je crois, qu'en tout cas, c'est concluant, puisque ça fonctionne?** ► Oui! On a participé à ça, simplement, je mets en garde des gens, surtout dans différents coins de France, qui disent; «voilà, il y a plus de cent Cercles, donc nous pouvons obtenir ceci cela...»

Je dis non, il faut savoir que toute lutte, même non-violente, doit faire face à un équilibre des forces. Et cette force, en faveur des étrangers, n'est pas encore assez «forte», assez imposante. ► **En regard de ce qu'on leur fait subir...** ► Et, mais surtout, en regard de la Loi, et même des «additions» à la Loi qui vont encore la rendre pire... Parce qu'il y a eu un lessivage de cerveau assez important, qui a présenté l'étranger d'abord comme une menace. Alors que ce n'est probablement pas ce à quoi notre commune humanité nous pousse. Cela ne veut pas dire que nous ayons à accueillir tout le monde, n'importe comment, qu'il n'y ait pas à avoir des régulations des flots, mais cette régulation des flots doit se faire dans un respect profond de la dignité d'un chacun, et d'une chacune. Tout simplement. ► **Et pour conclure alors, est-ce que tu peux me parler de ton «rapport au monde» à toi, justement, par rapport à cette géopolitique actuelle et aux flux de migrations... Qu'est-ce que tu ressens à propos de tout ça, de cette époque très dure qui force à faire bouger les gens?** ► Alors, ce n'est pas la première fois que suis confronté à ça, et puis j'ai vécu un quart de siècle aux États-Unis, où le «problème» de l'immigration est aussi très difficile. ► **Dans quelle région vivais-tu?** ► Disons que, les dernières vingt années, j'étais à l'ouest, en Californie et puis dans le Nevada, et j'ai bien vu que là aussi, il y avait, pour toute une série de choses, il y en avait qui venaient pour raisons économiques, mais il y en avait aussi qui venaient parce que leur vie était en danger, venant de différents

pays latino-américains, ou venant de Russie, ou de Chine, ou de n'importe où, des Philippines... ► **... En cherchant «l'Eldorado»...** ► Alors, cherchant «l'Eldorado», cherchant quelquefois simplement à sauver leur peau. Alors, j'ai moi-même dû témoigner, en raison de ce que je connaissais de tel ou tel pays, j'ai dû témoigner dans les cours spéciales (spéciaux?) qu'il y a pour l'immigration, et donc c'est un problème que j'ai rencontré et qui n'est donc pas spécifique à la France, et qu'on retrouve en beaucoup d'autres endroits. Et qui est très lié à cette peur de l'autre, à cette peur de perdre quelque chose, y compris de notre «confort», parce qu'il est certain que ceux qui viennent et cherchent à entrer dans un pays riche, c'est souvent des gens qui sont dans une extrême pauvreté autre part. Alors, et c'est toujours le réflexe, «oui mais si on les accepte, nous allons être moins à l'aise, nous allons être moins riches peut-être.» Et alors? ► **Et cette peur, elle vient de la méconnaissance de l'Autre...** ► Elle vient aussi de la méconnaissance de l'Autre, mais c'est une peur qui est réelle et qui est liée à toute cette attitude des pays du Nord à l'égard des pays moins fortunés... loin de ce climat «tempéré», qui favorise toute une série de choses. Alors il faut en avoir conscience et puis... et puis il y a tous ces régimes, ces guerres civiles qui mettent la vie des gens en danger. ► **Mais parce que beaucoup de pays du Nord ont contribué à appauvrir les pays moins fortunés dont tu parlais, et aussi mettre en place ces régimes...** ► Alors, il y a certains endroits où ce

n'est pas l'unique raison, c'est une des raisons, mais ce n'est pas l'unique raison... Alors je vois que c'est quelque chose... ce sont des comportements qui se retrouvent dans beaucoup de pays, surtout riches, et où les gens ont très peur de perdre un peu de leur «style de vie», voire de leur patrimoine, en partageant le travail, etc. Alors je sais qu'il y a certains pays, qui sont pourtant dans des zones défavorisées, ont pu déjà progresser dans le développement de façon intelligente, et que d'autres, c'est toute une série de facteurs qui varient d'ailleurs d'un pays à l'autre, qui leur ont rendu cela difficile. Mais je ne veux pas... je ressens ça très fortement, parce qu'il y a des tas d'images, de frontières passées, de clandestins aidés, etc, mais je sais que c'est très dur ce changement de mentalité. ► **Tu veux dire que toi-même tu as beaucoup voyagé, vu beaucoup de frontières, et des problèmes liés à ça ?** ► Absolument, oui. J'ai été témoin aussi de renvois dans leur pays de gens, etc... Mais donc, c'est pour moi toute une série de visages très concrets que je vois, d'histoires que j'ai connues par le détail... Surtout, ce qui m'intéressait et ce à quoi j'ai consacré le plus de temps, ce sont les gens qui vraiment avaient besoin d'un asile politique. Et donc, trouver les moyens de les aider de façon efficace, intelligente... Voilà. ► **D'accord. Très bien. Est-ce que tu veux rajouter des choses, de ton expérience ?** ► Non. Sinon que ce changement de mentalité ne peut se faire qu'avec une persévérance, pendant de nombreuses années, et pour éviter toute réaction contraire,

elle ne peut se faire de façon intelligente qu'à travers les chemins de la non-violence, parce que ce sont ceux qui évitent que, pour ceux qui ont ces peurs, que les peurs ne grandissent en eux. Il faut absolument éviter que les peurs ne grandissent en eux, et il faut les aider à voir ces peurs diminuer. ► **Parce que ces peurs amènent beaucoup de violence, partout dans le monde.** ► Absolument, et de tous temps... Mais ce travail vaut la peine. ■

propos recueillis
le 7 avril 2009

(40'46'')

entretien 3

JEAN-LOUIS, ZOUBIDA,
BRIGITTE, SAÏD
membres du collectif
*le Rassemblement des ouvriers
sans-papiers, gens d'ici et leurs amis*
Toulouse





c
c-c
c

JEAN-LOUIS, ZOUBIDA,
BRIGITTE, SAÏD
membres du collectif
*le Rassemblement des ouvriers
sans-papiers, gens d'ici et leurs amis*
Toulouse

La création du *Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis* résulte principalement d'un grand sentiment d'impuissance face aux politiques menées par les derniers gouvernements, mais également de la prise de conscience que le seul outil qui est fourni pour soit-disant « agir » sur la politique de notre pays, les élections, a largement prouvé son inefficacité à représenter les opinions.

Leur politique, celle du *pays pour tous*, est praticable par quiconque le décide : des affirmations et des principes existent qui servent de point d'appui pour intervenir dans des situations différentes. Des lieux existent pour élaborer et mettre en action ces principes, et chacun peut en être : un pays se fait avec les gens qui y vivent, tels qu'ils sont ; chacun compte, et l'État doit respecter chacun. Quels que soient sa nationalité, ses papiers, sa couleur, son âge, sa religion ou son absence de religion, son lieu d'habitation.

Qui vit ici est d'ici !

► 3

► **BENJAMIN RENAUD** Alors donc, quel est l'origine de ce «rassemblement», puisque j'ai vu que vous aviez le titre (comme nom?) de «Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis»? **JEAN-LOUIS** L'origine? Cela remonte à loin... ► **Et bien qui, quoi, comment..?** Parce que je ne vous connais pas du tout en fait... je vous ai découvert il y a une semaine, et ça m'intéresse... ► Alors ça remonte à 1996-1997, un peu avant ce qui s'était passé à Saint-bernard, l'occupation par les familles africaines de l'église Saint-bernard à Paris, un peu avant, et ça a pris forme avec... enfin dans la foulée. En fait, ça avait commencé à Toulouse, quand il y avait eu la Loi Pasqua, à l'époque, ce qu'on appelait la Loi Pasqua, qui faisait que les gens qui étaient en France, qui avaient des enfants français, ne pouvaient pas avoir les papiers. Donc il y a eu une grève de parents d'enfants français, qui s'était passée à l'église du Sacré-Cœur, à la Patte d'oie, avec six personnes si j'ai bonne mémoire, qui avaient fait une grève de la faim, etc... Et il y a eu plusieurs choses, comme ça nationalement, qui avaient fait qu'aussi, la loi, cet article de loi, avait été abrogé et modifié. Ce qui fait qu'aujourd'hui, quelqu'un qui est père ou mère d'enfant français, a obligatoirement les papiers. ► **Cette loi, c'est cette époque-là, c'est 1995, ou..?** ► C'est une loi d'avant 1993 si j'ai bonne mémoire, c'est toutes les Lois Pasqua qui avaient été mises en place... Et un des aspects de ces Lois Pasqua, c'était celui-là, de refuser les papiers aux parents d'enfants français, donc

ça faisait des situations quasiment intenables, c'est-à-dire que les gens n'étaient pas expulsables parce que les enfants étaient Français, donc on ne peut pas expulser des gens français... des enfants français. Mais ils n'étaient pas régularisables. Ils étaient «ni / ni». C'étaient les fameux «ni / ni». Bon. Donc c'est né à partir de choses comme celles-là, et autour d'une idée forte, qu'on avait déjà à cette époque-là, qui était de dire: «les gens qui sont dans le pays, font partie du pays.» Ce qui est l'idée «des gens qui sont ici, sont d'ici, un pays c'est tous les gens qui sont là.» L'idée d'un pays moderne, d'aujourd'hui... C'est vrai que les pays, ce qu'on appelle «l'Occident», même si ça ne me plait pas trop comme terme, mais bon, les pays d'Europe ou d'Amérique, etc, on voit bien que ce sont des pays avec des gens de partout. Voilà, des gens qui viennent... voilà, qui s'installent, et que ça il faut le prendre en compte, et que... il faut accepter que les pays ce soit ça. Donc, il faut que les droits des gens correspondent à ça, donc c'est notre idée que «qui est ici, est d'ici». Donc on a monté un premier rassemblement, à ce moment-là, où il y avait des gens très différents, il y avait des sans-papiers heureusement, bien sûr, et il y avait beaucoup de gens qui faisaient partie de différentes associations. Ensuite des élections ont eu lieu, les élections législatives, de 1997, qui ont porté Jospin et la Gauche au pouvoir... ► **Avec la «dissolution»..?** ► Il y a eu la «dissolution» de Chirac, nouvelles élections législatives, et la Gauche, avec Jospin, arrive au pouvoir. Et à partir de là, toute une

série de gens, français là j'entends, ont commencé à expliquer que, étant donné que c'était la Gauche, il ne fallait pas faire pareil, qu'il ne fallait pas obligatoirement demander la régularisation de tout le monde, qu'il ne fallait pas obligatoirement attaquer le Gouvernement, qu'il ne fallait pas l'affaiblir, parce que déjà que la Droite était méchante avec eux... Et tout ça, accumulant beaucoup de choses, a amené à une rupture. Ce n'était plus faisable de travailler avec des gens qui avaient des optiques aussi différentes. Donc, on a dit, bon puisque c'est comme ça, enfin nous, on était trois-quatre à ce moment-là, enfin, on était plus nombreux, mais à dire non, nous on veut continuer sur la question de la régularisation générale et les droits pour tous, et «qui est ici, est d'ici», on veut continuer là-dessus, donc à trois, quatre, cinq, on a dit «écoutez, nous, désolés, on ne continue pas comme ça, on n'est pas là pour... on n'est pas là pour un parti, que ce soit la Gauche ou la Droite, on n'est pas là pour un parti, on n'est là du point de vue de ce qui arrive aux gens.» ► **Et vous étiez une association?** ► Non, enfin, on était ce qu'on avait appelé, nous, au début, rassemblement... au début on avait appelé ça le «Rassemblement des Sans-papiers»... ou plutôt le «Rassemblement des Sans-papiers et de leurs amis». On avait appelé ça comme ça. Donc pour beaucoup de gens, et dont différentes associations, comme la Cimade, et d'autres, étaient. On travaillait ensemble. Jusqu'à ce point de rupture, donc on a dit, écoutez on arrête, et on a tout repris, tout repris

un peu à zéro, avec quelques sans-papiers, qui étaient d'accord là-dessus, et voilà. Donc, voilà les choses... et le point de départ c'est celui-là. Après Zoubida, toi tu peux en dire un mot (Jean-Louis s'adressant à Zoubida, une jeune sans-papier qui fait partie du collectif, et milite activement auprès des bénévoles...), si tu veux..? ► **Oui, comment t'inscris-tu là-dedans?** ► **ZOUBIDA** Et bien, moi je suis venue me renseigner pour mon dossier en fait, car je suis d'Algérie, et on m'a dit qu'il y avait un collectif ici à Toulouse, qui fait une permanence juridique, donc je suis venue ici me renseigner, et voilà, c'était en 2001. Donc on m'a dit, on m'a expliqué les lois, parce qu'honnêtement je suis venue mais je pensais vivre comme tout le monde, avoir les papiers tout de suite, voilà, mais on m'a dit non, tu n'as pas le droit. Mais on m'a expliqué tout ce qu'il y a avait à faire, d'un côté faire le dossier, même si au bout ça n'aboutissait pas, mais en même temps il y a d'autres choses à faire, la bataille pour les droits, on se bat pour tous. Et donc, moi, ça correspondait à mes convictions politiques, je me suis dit, s'il y a une justice pour tous, il y a des égalités, je me voyais dedans, donc pour moi, je ne me suis pas posé la question. Et depuis voilà, depuis 2001, je me bats pour les droits pour tous, voilà, parce que «qui vit ici, est d'ici» tout simplement, voilà, donc ce sont des principes simples (mais qui sont en même temps...) ► **...Et plus on est, mieux c'est, aussi... pour ce combat...** ► Oui, voilà. Depuis 2001, donc. Et puis bon, on fait un travail, on

fait quand-même pas mal de choses, on se bat pour la régularisation, on essaie de faire reconnaître le fait que les gens travaillent... parce qu'avant on disait que les gens ne travaillaient pas, donc on quand-même aussi gagné ça, parce qu'avant les sans-papiers ne travaillaient pas... Et à force de travailler là-dessus, on disait «les gens qui sont là travaillent, et doivent avoir des droits par rapport à leur travail...» Et ça a quand-même fini par faire son chemin, cette idée, et c'est nous qui l'avons, entre autres, nous... qui l'avons porté, et des amis aussi, de Paris... Et, voilà, donc ça je pense que c'est quelque chose... L'ouvrier qui est d'ici, sans-papiers, c'est nous qui l'avons porté donc... Après, la CGT l'a repris un peu, mais malheureusement pas comme nous, donc... Ils ont vu que les gens se battaient, qu'il y avait des ouvriers effectivement, donc ils ont voulu profiter de cette situation, pour faire un peu comme Sarkozy en fait, «l'immigration choisie», ils ont fait rentrer les gens... ► **Oui, j'ai cru comprendre qu'il y avait des différences de points de vue, ou d'action, entre vous..?** ► Oui, de très grandes différences même... Enfin, eux, ils ne se battent pas pour les gens, tout simplement, ils sont du côté du Gouvernement, donc ils sont pour «l'immigration choisie»... ► **...La CGT?** ► Oui. Donc, pour ceux qui adhèrent à leur... qui sont avec eux, qui ont la carte... eux choisissent si une personne a les bons critères ou pas, donc... Nous, on n'est pas du tout comme ça, nous on dit «qui est ici, est d'ici», donc on ne choisit pas «la bonne personne»...

De toute façon, la personne a déjà choisi elle-même de vivre ici, donc pas besoin d'une autre personne pour lui dire: «toi, tu peux vivre ici» ou pas. On ne voit pas pourquoi à une personne on lui dirait «toi tu viens», et à une autre non, ça n'a pas de sens. Donc, voilà, nous on est pour tous, et le «pour tous» est important pour nous, dans notre bataille. ► **JEAN-LOUIS** Il faudra que tu rencontres aussi Cherif (un Marocain sans-papiers croisé la veille aux côtés de Jean-Louis, tractant au marché dominical de Saint-sernin), il te dira que l'année dernière, on a été... il a été avec d'autres... il t'en parlera de la CGT, parce qu'à la fois il était aux réunions de la CGT, pour dire à tout le monde «écoutez, ça ne sert à rien de redéposer les dossiers, puisque la Préfecture elle a déjà tous les dossiers.» Donc, pourquoi redéposer un dossier, si ce n'est de lui donner notre nouvelle adresse, le patron, toutes les indications... donc il n'y en a pas besoin. Et il a dit, à ce moment-là, je m'en rappelle moi j'y étais à cette réunion, il a dit à la CGT, aux membres de la CGT, il leur a dit écoutez plutôt, on avait organisé au mois de mai dernier trente minutes d'arrêt de travail sur les chantiers, pour discuter de la loi, etc. Donc, quelque chose qui s'était bien passé. Et le copain à ce moment-là, leur dit écoutez, et bien faites la grève, appelez à une grève, puisque vous êtes un syndicat, vous pouvez faire des préavis, et appeler à une demi-journée de grève sur la question de ce qui arrive aux ouvriers sans-papiers, aux ouvriers étrangers... parce que ça concerne tout le monde. Et la réponse de la CGT, ça a

été de lui dire «non non, nous on ne peut pas, nous on s'occupe des retraites en ce moment...» Bon... (rires) Et puis pour aller dans le sens aussi de ce que dit Zoubida, c'est-à-dire, ça s'est surtout vu à Paris, mais ils ont décidé qu'il y avait mille «bons dossiers»... pourquoi mille, pourquoi pas mille un, pourquoi pas neuf-cent quatre vingt-dix..? ► **À privilégier par rapport à d'autres..?!** ► Il y avait mille bons dossiers, à privilégier, qu'eux ont voulu discuter directement, eux CGT, même pas les gars, même pas les gars concernés qui ont discuté... nous, quand on va à la Préfecture, il y a toujours des sans-papiers qui rentrent, toujours. Mille bons dossiers, qu'eux allaient discuter au Ministère de l'immigration ou dans les préfectures, et voilà. Je suis tout à fait d'accord quand Zoubida dit «ils sont complètement dans l'immigration choisie.» Ils ne sont pas opposés à l'immigration choisie, parce que y compris le responsable CGT de l'immigration à Toulouse, Barboni, je ne sais pas si tu l'as rencontré, Jean-Pierre Barboni, qui nous disait «non, non, dans la Loi CESEDA... oui, bon, dans la Loi CESEDA, il faut enlever tout ce qui est contraire aux Droits de l'Homme...» Et je lui disais «mais alors il faudrait tout enlever!» Tu la connais la Loi?! Mais il faudrait tout enlever! Non, lui disait qu'il ne fallait enlever que ce qui est «contraire aux Droits de l'Homme», donc ça voulait dire que quelque part il y avait des choses bonnes... ça voulait dire ça... Bon... ► («J'entends des sous-entendus là...») **Bon et donc, (quelles sont) vos actions? Comme celle du 18 avril (à**

venir, concernant un rassemblement sur le Capitole ce samedi après-midi là, afin d'interpeller la population sur les questions qui les préoccupent) par exemple, dont j'ai pris connaissance... ► **ZOUBIDA** Oui, le 18 avril en fait, c'est par rapport aux expulsions, les 26000 expulsions... On voulait parler de l'expulsion, et du message qu'envoie le Gouvernement à propos des 26000 expulsions, donc... ► **Et à ce sujet-là, vous avez pris connaissance, par exemple, de la campagne de sos Racisme... «30000 expulsions, c'est la honte...»? C'est une pétition qui circule sur internet, et il y a une campagne d'affichage qui a été mise en place, à ce propos-là aussi... en réaction aux «chiffres» qui sont tombés récemment...** ► **JEAN-LOUIS** Oui, c'est comme la campagne sur les aidants, les aidés, etc. Par rapport aux Français qui sont aussi menacés s'ils aident... voilà. Mais c'est toujours pareil, c'est-à-dire... enfin bon... si Zoubida veut... ► **ZOUBIDA** Enfin moi je trouve qu'on déplace quand-même le problème, c'est vrai que, eux quand ils aident les sans-papiers, de par la loi, ils sont pénalisés aussi, mais le problème n'est pas... enfin il faut aller jusqu'au bout, parce que le problème ce n'est pas eux, c'est que... enfin ils devraient aller jusqu'au bout, parce que le CESEDA ne devrait pas exister, à notre avis. Donc, si cette loi n'existait pas, eux ne seraient pas (dans cette posture)... Et donc voilà, nous on a décidé justement d'y aller, parce que c'est le mercredi, on voulait discuter et justement envoyer (distribuer) nos tracts, et dire que c'est un problème qui concerne tout le monde, au-delà

des Français qui soutiennent les sans-papiers... (?) Le CESEDA ne doit pas exister du tout, donc s'ils enlèvent la loi concernant les Français (?) est-ce qu'ils continueront à parler des sans-papiers? Donc voilà, moi je pense qu'il faut aller jusqu'au bout de cette logique. J'ai l'impression qu'ils font un peu comme la CGT quelque part, ils déplacent un peu le problème. Le problème, c'est ce qui arrive aux sans-papiers, et là, ils mettent les projecteurs sur eux, ce qui leur arrive, alors que bon... ► **Parce que c'est peut-être un «premier stade», en amont déjà, que de faire connaître les faits, d'essayer d'étendre une visibilité à une population qui n'est pas du tout «concernée», ou au courant de ces problèmes..? (question provocante, pour faire réagir...)** ► JEAN-LOUIS Mais pourquoi faut-il qu'il y ait toujours des «stades»? Pourquoi il faudrait des «stades», qui décide de ce que doivent être les «stades»..? Il y en a, je ne dis pas qu'il ne faut pas des étapes, mais... on prend un truc: il y a 26000 expulsions par an. C'est quelque chose d'ignoble, d'infâme, tout ce qu'on veut. Bon. On est d'accord pour dire ça. Beaucoup de gens le disent. Bon. Mais une fois qu'on l'a dit? Une fois qu'on l'a dit, quelle est la réponse politique à cette affaire-là? ► **Après il faut agir...** ► Oui, mais alors ça dépend ce qu'on appelle «agir», parce que agir, agir... ça ne veut pas dire grand-chose, agir. Moi j'ai vu des manifestations, il y avait des millions de gens... c'était quoi... l'élection de Chirac, 2002. Il y avait je ne sais pas combien de millions, il y avait des millions de gens dans les rues de France. C'était impressionnant,

on y était nous quelques-uns, donc attendez, attention là... la question, ce n'est pas Chirac ou Le Pen, la question c'est le fond de la politique, où est-ce qu'on en est?! Pourquoi on en est là, qu'est-ce que ça signifie..? Et quels sont les points qui permettent que ce soit ça..?! Alors on disait il y a par exemple, la question du rapport aux étrangers aujourd'hui en France, la question du droit des gens, etc. «Non, non! faut pas Le Pen, faut pas Le Pen, faut pas Le Pen... vive Chirac, vive Chirac..!» Ils ont eu du Le Pen à 150%, si ce n'est du 200% de Le Pen qu'ils ont eu... non mais, Chirac et Sarkozy, dans le Gouvernement de 2002, ont été très loin! Et ça a mis Sarkozy... enfin ça tombe pas du ciel quand-même tout ça! Et là, il n'y a plus personne. Ah, ils avaient agi... Ils n'auraient pas agi, ça aurait été pareil... Chirac aurait été quand-même élu, évidemment, il aurait quand-même été élu Chirac, pas avec quatre-vingt... je sais pas combien, «score africain», ou «score soviétique», il aurait quand-même été élu, mais eux auraient été un peu plus libres, tandis que là ils étaient «inféodés» à Chirac, et après ils se sont inféodés» à Sarkozy! C'est la même chose, c'est le même mouvement. Donc il fallait l'action..? Des fois, il vaut mieux pas agir alors, franchement... Franchement, des fois il vaut mieux rester à la maison. Alors tu vois, l'action c'est quelque chose de compliqué aujourd'hui, parce qu'on dit «l'action c'est magique», ce serait magique l'action... Mais... ► **Qu'est-ce que tu préconises?** ► La pensée. La pensée. La pensée / action. La pensée /

action: c'est-à-dire que tu sais ce que tu veux, tu as des principes, qui ont à voir avec quelque chose qui concerne tout le monde quand-même, pas simplement ta petite vie, tu as des principes pour tout le monde... et en fonction de ça, tu les fais avancer. Tu les construis avec ceux qui le veulent, tu batailles, tu t'organises... et là c'est de la pensée. Mais c'est la pensée qui est importante aujourd'hui. Il n'y a pas de pensée, en politique j'entends, tu peux en trouver dans... bon, mais il n'y a pas de pensée du côté des gens. Il y a de la pensée du côté de l'État, il y a les partis, il y a les syndicats... et comment on va gagner les élections, comment on va lui mettre une peau de banane à lui, comment on va mettre machin... comment je vais tuer mon ami de trente ans... Enfin ça, ils le pensent, ils passent leurs journées à ça. Mais une pensée du côté des gens, c'est-à-dire qu'est-ce que la vie des gens..? Et bien ça, il n'y en a pas beaucoup... il n'y en a pas beaucoup. Donc au lieu de s'agiter, au lieu de s'agiter, disons les uns les autres ce qu'on veut, comment on voit les choses, comment on les construit... et on avance. Voilà, c'est pour ça que «l'action», pour nous... ça ne veut rien dire. ► Zoubida Oui, nous on fait quand-même des «actions»... enfin après ce qui compte... c'est le travail interne qui est important, parce que l'action en elle-même, c'est un jour, à un moment... mais il y a toujours un travail avant et après, donc... alors que quand certains font des «actions», c'est une action sur le moment, mais après il n'y a rien. ► **Oui alors que votre action à vous elle est permanente...** ► Voilà,

donc c'est réellement un travail... ► ...dans le dialogue, dans le conseil, dans le soutien... ► C'est aussi un travail qu'on fait ensemble. ► JEAN-LOUIS Qu'on fait ensemble, voilà, il n'y a pas les soutiens, les soutenus... Tout le monde est assez grand pour se tenir droit. Quand RESF... bon ils ont fait des choses très intéressantes, bon c'est pour prendre un exemple, ils ont fait des choses très intéressantes... mais quand ils veulent discuter avec des gens... quand tu vas dans les... voilà, il se passe des choses, les écoles... c'est la situation de l'enfant machin, à un moment donné. Donc sa situation, elle se règle, en bien ou en mal... il vaut mieux que ce soit bien, mais des fois c'est mal. Et puis une fois que ça c'est fait, que ça s'est réglé dans un sens ou dans l'autre, il n'y a plus rien. Puisque les gens qui s'étaient mobilisés pour l'enfant machin, ils s'étaient mobilisés pour l'enfant machin. Ce qui est tout à fait honorable, je ne critique pas, je ne dis pas qu'il ne faut pas, mais voilà... ► **...mais pas pour le «suivant»..?** ► ...voilà, le suivant, il est dans une autre école, et puis on ne le connaît pas, et puis, et puis... Et puis, c'est ce que disait Zoubida tout à l'heure, même si elle n'a peut-être pas obligatoirement tout développé, mais c'est vrai que cette question de la loi... tant que la Loi CESEDA existera, ou une telle loi, qui dit aux gens «vous n'avez pas de droits, on va vous persécuter, on va vous chercher chez vous...», tant que ça, ça existera, ça va continuer comme ça, donc... Comment on peut être fort, si on ne s'attaque pas à la racine de la chose? Ce n'est pas possible! Ce

n'est pas possible ! C'est pour ça que dire « il faut sortir de la Loi les articles qui attaquent les Français... », ouais, bon, ils peuvent les sortir... Puis après il ne faut pas non plus exagérer, il y a combien de Français qui ont été en prison pour ces questions-là ? ► **Qui a dit ça ?** ► Je l'ai lu dans des textes d'appel pour mercredi (à propos de la manifestation du 8 avril, place du Salin à Toulouse, derrière le palais de justice, pour protester contre le « délit de solidarité » prononcé à l'encontre des Français qui auraient aidé ou hébergé des sans-papiers), je l'ai lu dans des textes d'appel, je peux les retrouver, mais... « Il faut sortir des articles de la Loi. » Très bien, mais une fois que les articles seront sortis, les 26000 expulsions, elles seront sorties, elles ? Non. Par contre, si on sort les 26000 expulsions, si on sort les 26000 expulsions de la loi, enfin si on change la loi complètement... on règle le reste. ► **BRIGITTE** (Brigitte, professeur et militante dans ce collectif, qui est arrivée peu avant, entre dans la conversation) Et puis quand-même, malgré tout il y a aussi une question de fond, par rapport à cette loi, qui est « est-ce que cette loi sépare les gens dans le pays ? » Il y a des gens qui ont des droits, de par leur naissance, puisque ce sont les gens qui sont français, et puis il y a les gens, d'autres gens, qui n'ont pas ces droits, de par leur naissance aussi, puisqu'eux sont nés étrangers, etc, et puis aussi de par une partie de leur parcours. Donc, déjà cette loi elle sépare, et elle dit que ceux qui n'ont pas les droits, et bien on va trier parmi eux, les bons et

les pas bons. C'est ce qu'ils appellent l'immigration choisie. Et moi je trouve que... enfin nous, par rapport à ça on a un principe un principe basique : « qui vit ici, est d'ici. » Tous les gens qui sont dans le pays, qui vivent dans le pays, ils font partie du pays... à égalité avec les autres. Il n'y a pas ceux qui ont plus... enfin, la naissance ne donne aucun privilège, et c'est simplement le fait d'être dans un pays qui fait qu'on est du pays. Le temps où on y est, où on y participe. Donc ça c'est un principe important, et si on regarde quand-même par rapport à cette conception... par exemple, dire « la solidarité n'est pas un délit. » Bon, c'est très joli, mais est-ce que ne pas avoir de papiers est vraiment un délit ? Parce que les gens ne choisissent pas de ne pas avoir de papiers, ils les demandent les papiers, et c'est l'État qui ne les leur donne pas ! Et pourtant ils sont considérés comme des délinquants ! Il faudrait dire ça aussi quand-même... Ou alors, ça veut dire quoi ? ça veut dire que... c'est dire « il ne faut quand-même pas les mêmes droits pour les Français et pour les Autres... » Il y a quelque chose qui ne va pas là... Ce n'est pas normal. Pareil quand on se mobilise... qu'on se mobilise pour un enfant, ça moi je l'ai fait et je trouve qu'il faut le faire, parce que c'est évident que c'est aussi parce qu'on connaît les gens, qu'on va être attentif à leur situation, etc. Mais on se mobilise contre une expulsion au nom de toutes les expulsions ! Au nom du principe que l'expulsion en elle-même est inadmissible ! Et à chaque fois qu'on se mobilise pour une personne, on se mobilise aussi pour tous ceux qui

sont attaqués par rapport à ça... Enfin, ce n'est pas parce que cet enfant-là, c'est un bon élève, qu'il mérite de construire ses études en France, ou que sa famille, la pauvre, c'est des gens qui sont très bien, et qui ont été persécutés dans leur pays d'origine... et alors, le pauvre gamin, qui a des parents qui sont « pas terribles »... il n'a pas le droit de rester ici lui aussi, d'avoir sa chance comme tout un chacun... ! Mais on ne peut pas raisonner comme ça ! On ne peut pas raisonner comme ça... parce qu'après quand on raisonne comme ça, c'est la porte ouverte aussi... C'est l'État qui choisit les gens partout, pour tout... ► **JEAN-LOUIS** Par rapport à ce que tu disais tout à l'heure, juste... Jospin, « grand homme de Gauche » avait une phrase qui disait tout à fait cet état d'esprit par rapport aux différences des gens... il disait : « de toute façon, les étrangers on vocation à quitter la France... à rentrer chez eux. » C'était Jospin, Premier ministre, qui disait ça, pour expliquer pourquoi il ne voulait pas donner les papiers à tout le monde, en 1997... qui ne les avait donnés qu'à une partie, ceux qui avaient de la famille, ceux qui avaient... Bon. Et à tous les gens qui étaient ouvriers, qui étaient soit célibataires, soit la famille au pays, il avait refusé les papiers, et c'est ce qui continue encore aujourd'hui. Et il avait très bien expliqué cette division, cette « séparation » que tu disais tout à l'heure, je reviens un peu en arrière, il disait que de toute façon ils avaient vocation à repartir. Mais comment, pourquoi, lui, pouvait décider qui « a vocation » à vivre où, et quand, et

comment ? ► **C'était pour « expliquer » que certains ne « s'intégraient » pas et que...** ► ...et qu'il décidait qu'il y avait des gens qui « n'avaient rien à faire » dans ce pays ! ? C'est-à-dire que c'est vraiment l'idée que... c'est vraiment l'idée dans laquelle on est en plein maintenant, et qui fait des dégâts énormes dans la vie des gens, qui est que c'est à l'État de décider de la vie des gens. Et on est en plein dedans. Si on regarde toutes les réformes de ces dernières années, elles vont toutes dans le même sens. Cela commence de manière très forte avec les étrangers... le CESEDA qui enlève tous les droits, en 2006... avant 2006, il y avait des critères de régularisation qui n'étaient pas très bons, mais il y en avait, c'est-à-dire qu'on reconnaissait, juridiquement, les étrangers. À partir de 2006, les étrangers sont « rayés » de la loi. Donc ils disparaissent... ils disparaissent. Et ça va jusqu'aux 26000 expulsions, qui est vraiment l'idée qu'on va, qu'on peut... que l'État peut faire « disparaître » des gens. Parce que c'est ça, une expulsion. Moi j'ai des copains qui ont été expulsés, et ça les a blessés... et ça me blesse aussi, parce que ce sont des amis que je rencontrais dans le quartier, tous les jours, machin, on discutait, on faisait... bon. Donc l'État rentre dans la vie des gens, c'est-à-dire il décide avec qui tu dois te marier, et comment, il vient vérifier chez toi comment est ta vie de couple, et comment tu dois vivre... Bon, la loi sur le foulard, c'est la même chose... ► **Cela crée des « catégories » de personnes, et les stigmatise en fonction.** ► Absolument, des catégories

de personnes, qui stigmatisent des gens, et commence à prétendre à dire comment tu dois vivre! Et avoir le droit de rentrer dans ta vie... ce qui est très grave. Ce qui est très grave.

(Petite pause, pour discuter du cas d'une personne qui est venue demander conseil sur son cas ici dans ce lieu de «permanence juridique» que propose le collectif. puis discussion d'une demi-heure, préalable à la rédaction d'un article à paraître dans le prochain journal mensuel du collectif, « Ici, ensemble », avec Chérif cité plus haut, a propos des expulsions. Cette forme du débat de pensée, constructif et structure représente bien leur mode de fonctionnement, ce qu'ils appellent la pensée-action. Je ne l'ai pas enregistrée, mais l'entretien a repris sous forme de dialogue autour de la table.) ► JEAN-LOUIS Voilà, oui, ce que je disais... La «pensée-action», c'est ça. Quand il y a des gens qui ont le même souci, cherchent la même chose, à partir de principes communs, se cassent la tête sur un problème, ça donne une force, parce que c'est là que tu t'aperçois que la pensée est «force». Dans le rapport aux questions, à ce qui se passe, à la transformation des situations. ► Et la «forme» de cette pensée, ce sont des publications? ► Il y a des publications, il y a des manifestations, il y a des rassemblements, des actions publiques, il y a des choses plus spécifiques, il y a du porte-à-porte... il y a beaucoup de choses! ► Mais parlez-moi de ça un peu (une de leurs publications entre les mains), ça m'intéresse aussi...

par le papier, c'est mon travail, donc ça m'intéresse... ces publications... Comment ça marche? À quel rythme, et comment c'est diffusé? ► ZOUBIDA ça dépend... les textes on les fait ensemble... mais aussi en fonction de ce que chacun veut parler, un sujet ou quelque chose de précis... donc chacun écrit un article, ou ensemble comme on l'était, là, maintenant (voir plus haut)... et après... bon le journal ça s'est décidé il y a quelques temps en fait... mais au fait tiens, comment c'est venu le journal...? (aux autres membres du collectif) ► BRIGITTE Après le 22 mars 2007... ► ZOUBIDA Ah oui, le 22 mars 2007, on avait fait une journée d'amitié politique entre les gens, c'est-à-dire des gens jeunes, des gens des quartiers, de la ville... on avait un repas-débat à TO7*, avec le vernissage d'une expo photo sue les sans-papiers, on avait fait aussi... il y avait un projet de film, qu'a tourné un ami de Marseille sur nous*, donc qui a suivi notre travail, la permanence, les manifs et tout, donc on l'avait montré avec un débat à la cave poésie, ce jour-là. On avait fait, après, un rassemblement... Donc, c'était une journée où on avait fait plusieurs actions... C'est à partir de ce 22 mars qu'on a créé des collectifs de quartier pour travailler. Et donc, on a voulu un peu raconter ce qu'on fait ensemble dans ces quartiers, que notre travail soit visible, et que les gens sachent qu'il y a ces collectifs... ► BRIGITTE Si tu veux, l'idée c'était de faire un journal qui montre notre politique en train de se faire. Voilà. Et, en montrant bien que ce sont des gens qui la portent... c'est pour ça que tous

les articles sont signés. Alors souvent, bon là par exemple... Chérif, il n'écrit pas mais on parle, ensuite c'est moi qui écris ce qu'il dit, et puis je le remets en forme pour en faire un article. Mais avec l'idée que dans chaque journal, il y a toujours un moment qui est un moment collectif, enfin un article qui traduit un moment collectif... ► Un débat donc? ► BRIGITTE Oui, ou un débat... ► Enfin, une mise en commun de la pensée du jour quoi. ► BRIGITTE Voilà, c'est cette idée-là. ► JEAN-LOUIS Voilà, et là c'est plus qu'un débat. Moi j'appelle ça une recherche : comment on va aborder la question de l'expulsion, qui est très complexe, si tu veux pas simplement faire le truc gnangnan, avec les bien, les pas-bien, les méchants, les gentils... Donc, voilà. ► Ne pas tomber dans le manichéen, oui c'est ça... ► Absolument. ► BRIGITTE Oui, c'est ça. Et donc avec les difficultés, mais aussi de là où on est, on ne peut pas dire aux gens ce qu'ils ne vivent pas, mais en même temps, les gens comme ils sont. Pour les montrer... Il y a toujours «le Rassemblement des ouvriers sans-papiers...» qui apparait, il y a les collectifs, et souvent aussi, comme on travaille... on est assez ouverts... comme on travaille avec d'autres, on se rencontre souvent avec des associations etc, ça nous est arrivé aussi de les interviewer aussi. Par exemple, il y a eu un numéro sur les camps... les camps de rétention, où on discute avec Stéphane*, qui est à l'initiative du Cercle de Silence des Franciscains. Il y en a un autre où on discute avec un pasteur et un curé sur

la question des sans-papiers. Souvent on interviewe des gens du quartier aussi, en particulier on travaille avec une association de parents d'élèves, Unischool*, qui travaille sur le quartier, là (la Reynerie). ► JEAN-LOUIS Mais c'est toujours soit immédiatement notre propre travail, soit avec des gens avec... on ne travaille pas ensemble obligatoirement, mais on a les mêmes recherches, et c'est toujours du point de vue de «quel processus est possible»? Ce n'est pas des débats d'opinion, si tu veux. On ne fait pas, on ne veut pas faire un journal d'opinion. C'est, sur tel point, qu'est-ce-que vous vous faites, ou comment on fait ensemble, qu'est-ce qu'on construit, quelles sont les difficultés... des choses comme ça... c'est-à-dire enclenchées dans un véritable processus politique. ► Comment avancer, politiquement, ensemble donc... ► JEAN-LOUIS Oui, absolument. L'idée, c'est: quels possibles? est-ce qu'il y des possibles, à tel ou tel moment... quels sont les possibles? Tu vois, enfin, l'idée du possible est une idée intéressante, et importante: «il est possible que des gens portent telle idée, ou fassent telle chose... tout le monde, ou l'édifient avec d'autres...» C'est le contraire de... c'est vraiment l'inverse de la logique parlementaire, où... toi tu n'es rien, les gens ordinaires comme nous ne sont rien, enfin... sauf les électeurs, s'ils sont français et qu'ils ont envie d'aller voter, mais autrement t'es rien... et que... le possible n'est pas entre tes mains, le «possible» c'est simplement d'aller mettre un bulletin dans l'urne. Notre logique à nous,

elle est complètement à l'inverse, c'est «des gens ordinaires comme nous, peuvent penser, peuvent agir, peuvent intervenir, peuvent trouver un chemin...» C'est compliqué aujourd'hui de trouver un chemin, hein ? dans la situation... Mais si on s'y attelle un peu, on peut trouver, sur des choses, certaines choses... Donc c'est bien l'idée qu'il y a un «possible» possible, d'un «possible» à l'œuvre. C'est ça qu'on essaie de montrer dans le journal. ► **Et moi c'est ça que je viens chercher aussi, c'est savoir comment des citoyens comme vous s'engagent pour ces actions que tu viens d'évoquer, parce que, enfin moi je vous ai expliqué un peu mon parcours brièvement tout à l'heure, mais ce que je n'ai pas indiqué, pour conclure, c'est que moi j'en étais là de cette frustration de jeune citoyen, de ne pas savoir grand-chose sur la question des sans-papiers... et de considérer que c'était une population «invisible», et que les choses ne venaient pas à moi, et ... l'envie d'aller sur le terrain pour rencontrer...** ► Comme dirait l'autre, pour connaître le goût d'une pomme, il faut la croquer... ► **Pour rencontrer les militants, et les gens qui se battent pur ça, mais si moi je ne suis pas directement militant au même titre, mais mon boulot là, c'est en tant que designer ou auteur ou que sais-je, de produire un outil, qui servira à la visibilité du combat de certains, et...** ► Très bien. Et en même temps, dans le travail politique quotidien tel qu'on le pratique nous, qui n'est pas un travail de professionnel, dans le sens où on n'en fait pas métier, on travaille

tous, on ne veut pas de subventions, on en n'a pas, et on ne se présente pas aux élections... ce n'est pas un métier quoi, on ne travaille pas pour (quelqu'un ?) qui va se présenter à une élection... ► **Mais alors, vous êtes montés en association quand-même, ou... ?** ► Non, de toute façon on ne peut pas être une association contre le CESEDA *... on ne peut pas bâtir une association reconnue Loi 1901 pour dire on va combattre la loi machin... ► **Mais, au départ, est-ce que le «Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis» s'appuie sur une association ?** ► De fait oui, on est une «association»... on s'est associés ensemble de fait... on est une association de fait. Et au point de départ, il faut des convictions. C'est ce que je te disais au départ : quand on a décidé à quelques-uns en 96-97, on avait déjà la conviction profonde que le pays, c'est tous ceux qui sont là. (+ autre personne présente qui intervient, mais j'ai du mal à entendre) ► **BRIGITTE** Ce qu'on voulait aussi, c'est que le journal reflète notre façon de travailler, parce que parmi les principes, il y a quand-même un point qui est le principe de l'égalité. Et dans «l'association»... on est organisés ensemble, pour faire quelque chose ensemble, à partir de ces principes, mais la base, le mode de fonctionnement, c'est qu'il n'y a pas ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, ceux qui sont instruits et ceux qui ne le sont pas... L'idée que chacun compte à égalité, on le pratique. La première... c'est un principe, il faut le pratiquer quoi. Donc le premier point, c'est que chacun compte à égalité. Et

l'idée aussi, c'est que si tu le fais pas, personne le fera à ta place. Donc voilà, chacun apporte ce qu'il peut comme il peut, tout le monde n'a pas non plus les mêmes possibilités par rapport à plein de trucs, on a tous des vies... et les sans-papiers ont souvent des vies bien compliquées. Donc, chacun a du temps, de ci de là... Mais, tu vois là par exemple, Chérif, il avait une demi-heure... Une demi-heure, et il est venu... c'est comme ça, mais cette demi-heure là, on essaye de faire en sorte qu'elle soit utile. ► **JEAN-LOUIS** Et sur la question de l'égalité, on demande pas à l'État, l'égalité. Mais comment on la fait... y compris d'un point de vue quand on est organisés ensemble, parce qu'il faut être organisé... Alors c'est pas un Parti, mais quand on est organisé, l'idée de l'égalité c'est ce que disait Brigitte, c'est que chacun compte dans la réunion, dans la discussion... Alors, on peut ne pas être d'accord, mais il n'y a pas ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Quand je vais à des rassemblements par exemple de RESF*, il n'y a rien de plus qui m'horripile, que de voir des gens bien blancs expliquer la situation des autres, d'un côté, et les familles qui sont là, transies dans leur coin, en espérant que les Français vont bien parler pour eux. Et eux ils le maintiennent, ce fossé ? là, et ces étrangers... alors j'aime pas utiliser Français / étrangers, mais c'est pour le signifier de manière un peu... ils le maintiennent ! Il y a une espèce de rapport «néo-colonial» bien «blanc», quand-même, il faut bien dire les choses, et quand tu leurs dis, ils s'indignent, «Non, c'est pas du tout

ça». Bon alors il faudrait en parler (???) ► **C'est un peu ce rapport que moi j'avais vu, à la longue, dans les réunions de... M. Pla*** ► **SAÏD** C'est le Français bienveillant face au «petit» immigré, qui ne peut rien faire, et voilà... ► **JEAN-LOUIS** Oui, qui le «prend sous son aile»... ► **SAÏD** C'est comme montrer aux gens qu'il y a des «supérieurs» et des «inférieurs» en fait... mais non, il y a des gens qui doivent défendre leurs droits... ? ► **ZOUBIDA** Quand on lit nos tracts, nos journaux, on voit qu'il n'y a pas d'«échelle», on voit que c'est fait par des gens... (???) enfin on les lit dans nos journaux. Donc, notre politique se voit dans nos tracts, nos journaux, donc c'est clair... ► **JEAN-LOUIS** Comme il n'y a pas de «place» à gagner, la politique de l'«échelle», c'est quoi, c'est pour celui qui y grimpe... (???) ► **Les dérives des groupes que moi j'ai connus, ou peut-être de la manif aussi à laquelle j'ai participé, devant la préfecture le 20 décembre 2008*(«ah, Pla...»), et dont j'avais fait le travail d'image, pour la communication... et il y avait beaucoup de récupération politique en fait... de chacun des groupes qui venaient, pour se faire «mousser» souvent... (???) tel ou tel groupe, ou parti... Alors évidemment, ça nuit à l'ensemble de la démarche !** ► Et les gens étaient où ? ! Et les gens étaient où ? ! Les gens concernés... Tu vois ce que je veux dire «Ils étaient où...» dans le sens... Il y en avait, je sais qu'il y en avait, c'est pas pour dire qu'il n'y en avait pas... mais «Ils étaient où...» dans le sens où, est-ce qu'ils portaient vraiment la question, un débat ? ou qu'est-ce qu'ils

faisaient là...? ► **À la manif..? Tu y étais toi.. ?** ► Non, volontairement. On a dit qu'on n'y allait pas, que c'était une mascarade... une masacarade totale... et alors, qui a fini en «eau de boudin», et il a remis ça... samedi... (aux autres:) Pla a remis ça samedi, à la Préfecture... (mars ou avril 2009 donc?) ► **LES AUTRES** Et il y avait du monde..? ► **JEAN-LOUIS** Peu importe, j'espère que non... (à moi:) oui, samedi dernier... où là aussi, il avait encore des «dossiers cruciaux» à présenter...► **Bien oui, ce jour-là (le 20.12.08 donc), il y avait eu une délégation qui était allée parlementer avec le cabinet du Préfet... Donc lui, Jean-Paul Pla, la coréalisateur du film* (Rabeha) aussi... qui eux, depuis, se sont écartés de ce groupe-là, pour les mêmes raisons... avec deux ou trois personnes sans-papiers... et apparemment il y a eu des régularisations, mais... d'une façon un peu «mystique» comme tu disais, je sais pas...** ► J'espère qu'il n'y a pas eu trop d'OQTF*, tu vois... parce quand ils te disent «on a des résultats»... nous on a vu passer une femme très en colère, quoi... a qui il avait dit qu'il avait vu machin à la Préfecture, et qu'elle aurait ceci ou cela... elle a eu une OQTF! Ils le disent pas. On le sait nous, parce que cette femme est venue, et qu'elle était en colère... Tu vois ce que je veux dire? C'est ce que je disais tout à l'heure de la CGT... ► **BRIGITTE** Et puis quand-même aussi, des soi-disant régularisations, qui étaient en fait des récépissés*... Mais moi ce que je trouve choquant aussi... D'abord, ce que je trouve choquant... tu vas pas dire: «j'ai des dossiers cruciaux.» Parce que là ça

veut dire que toi aussi tu décides de la vie des gens. Mais comment je peux savoir moi, si c'est plus «crucial»..? que ce soit lui, elle... ► **JEAN-LOUIS** ... que Chérif qui était là est plus «crucial» que Zoubida, que... ► **Mais alors ça c'est quoi? C'est de la malhonnêteté intellectuelle, ou c'est de l'incompétence de sa part?** ► Je ne veux pas savoir... ► **BRIGITTE** Ah ça moi... ce que je sais, c'est qu'en tout cas, c'est de là... Quand-même, moi je suis violente là, parce que je trouve que c'est de la saloperie. Parce que ça veut dire que tu joues avec la vie des gens... tu joues avec la vie des gens. ► **JEAN-LOUIS** Ça oui, mais ce qu'il y a de sûr... c'est que la manœuvre de la CGT, à mon avis, c'est une collusion avec le Gouvernement, c'est un «deal»... la CGT, hein... la CGT, c'est un deal clair et net avec le Gouvernement, ça se passe au moment où le Gouvernement met sur la table la diffusion (diffusion?) de la reconnaissance des syndicats... qui est habilité à représenter le personnel, etc... pour revenir sur ce qui avait eu lieu après-guerre, les syndicats ne représentent pas etc... donc là ils ont décidé de dire, bon maintenant on va faire... on va voir où on en est de la représentativité de chacun, et en fonction de ça, il y a les «pépètes» quand-même à l'arrivée, hein... il y a les pépètes, il y a les subventions... Au même moment, il est en train de se discuter ça entre la CGT et d'autres syndicats et le Gouvernement, et arrive, surgit à ce moment-là la CGT qui en faisant ça casse un nombre considérable de collectifs dans la région parisienne, qui étaient des collectifs

d'ouvriers très solides, etc... par le sauve-qui-peut, par la division, en faisant miroiter des papiers... Donc il y en a qui ont eu des papiers pendant trois mois, parce que les contrats de travail de trois mois, d'autres six mois parce que travail six mois, les autres des OQTF... Donc c'est un deal, flagrant, entre Sarkozy et la CGT. Pour moi, ça c'est clair et net. Et puis pour la CGT, c'est typiquement «donnant-donnant». Ce que sait très bien pratiquer Sarkozy... Vous avez besoin de moi, j'ai besoin de vous; vous me passez ça, je vous donne ça. C'est «donnant-donnant», c'est sa rengaine. Après, Pla, je pense que c'est un peu plus compliqué... à mon avis c'est un un peu plus compliqué. Je pense que c'est un gars qui est complètement illuminé... je pense que c'est un illuminé... Moi, au début, j'étais vraiment... en me disant, c'est comme la CGT... je pensais que c'était des magouilles... quelque part... et qu'il cherchait un truc... Mais je pense que c'est même pas ça, je pense que c'est un illuminé total... qui se prend pour un apôtre, ou je sais pas quoi, ça c'est son problème. Mais à la limite, peu importe... à la limite, peu importe, qu'est-ce qu'il est, qu'est-ce qu'il est pas... À l'arrivée, voilà, c'est les conséquences, à l'arrivée ça veut dire qu'on joue avec la vie des gens! Nous, notre façon de faire, c'est toujours de dire «comment, dans quelque chose que tu mets en place, comment ce sont les gens eux-mêmes qui vont porter leur affaire...» Et on le fait ensemble... Mais comment les gens eux-mêmes vont être présents, le porter, le penser,

le dire... Tu vois, comme tout à l'heure, la discussion de tout à l'heure sur la question de l'expulsion était passionnante parce que ce sont des gens différents, mais y compris, il y a des gens qui te parlaient d'expulsion qui eux-mêmes sont confrontés d'une manière un peu plus importante que moi à la question de l'expulsion. Tu vois ce que je veux dire? Alors soit tu travailles à ce genre de choses – alors tu peux être moins visible... c'est pas médiatique, t'as pas la télé – nous on s'en fout! le médiatique franchement, on en a rien à foutre..! (rires) C'est moins médiatique, mais c'est plus profond. Les gens qui le font, ils le font. Ils le font pas simplement parce que... Tu vois, à une réunion où on m'a dit que les gens disaient «c'est toi notre sauveur Jean-Paul, c'est toi notre sauveur...» Merci... ► **Moi j'en suis passé par là pour apprendre, et pour comprendre...** ► **ZOUBIDA** Et quelle a été ta vision des faits... qu'est-ce que tu y as fait? (qu'est-ce que ça t'a fait?) ► **Moi j'ai préparé la manif (avec eux), on a fait les banderoles, les textes... j'ai proposé mes services de designer pour faire des affiches, et des flyers... Et voilà, j'y allais tous les dimanches, et moi j'étais content de participer à ça, parce qu'il me semblait que cette manifestation c'était un événement important pour essayer de régulariser des gens... Et puis voilà, maintenant j'apprends que ça se passe différemment. Mais peut-être parce que je n'étais pas conscient des enjeux politiques et de certains «fonctionnements»... Donc j'apprends sur le terrain, des choses...** ► **SAÏD**

Exactement, car derrière l'évidence des mots, se cache toujours un enjeu du pouvoir, et notre travail c'est d'essayer justement de «démâser» un peu ce discours... ► JEAN-LOUIS La politique, ça peut-être autre chose que le pouvoir... ► Saïd ...un discours que les Français ne peuvent que «croire» parce qu'ils ne voient que ça qu'à travers la télé... et voilà... La bataille est d'abord une bataille de mots. Il faut se réapproprier le sens des mots. Quand ils disent les «sans-papiers» pour dire les ouvriers sans droit comme nous, ils disent «maîtrise de l'immigration» pour dire persécution de ces sans-papiers, et même des gens avec papiers... on voit l'humiliation dans les quartiers, la traque policière, (la délation...), etc... Le principe, c'est toujours l'humiliation. Donc la bataille est une bataille de mots d'abord. Nous, on essaye de réctifier. ► **Oui, parce qu'il y a un ensemble de terminologies très arrêtées et très péjoratives, très dures... très humiliantes parfois...** ► Oui, et cette bataille des mots est en faveur de Sarkozy, et du Gouvernement... ► **Parce qu'ils sont de très bons communicants, et qu'ils travaillent pour ça... (?)** ► JEAN-LOUIS Et puis surtout que les gens sont très faibles! C'est ça qu'il faut remonter. Bon, que eux soient forts, c'est leur «problème», mais nous...? ► **Faibles...Tu veux dire en relation, en vis-à-vis... (du gouvernement)** ► Ouais, mais pas complètement en vis-à-vis. À la fois en vis-à-vis, mais en même temps il faut savoir un peu des fois se «détourner», légèrement comme ça. Oublier l'État, l'État, l'État... Beaucoup de gens se

situent par rapport à ça. Moi, je trouvais ridicule d'aller manifester le jour du Congrès de l'OTAN à Strasbourg... ça donne une importance aux gens de l'OTAN... tu leur donnes une importance que tu leur dénies, mais tu la leur donnes, puisque c'est eux qui te convoquent! Ils ont été convoqués au G20, les manifestants... et ils ont été convoqués à l'OTAN. C'est systématique. C'est celui qui est censé être ton ennemi qui te donne ton «tampon». Donc ça, ça va pas ça. C'est là la faiblesse. La faiblesse elle est aussi là, c'est-à-dire que l'on soit nous-mêmes capables de nous donner notre propre «tampon». ► **Et qui t'invite à te faire taper dessus...** ► Evidemment, et de toute façon c'était bien monté leur truc à Strasbourg: on vous laisse ça, pillez-le, faites-en ce que vous voulez... On va vous filmer, vous finirez en taule et on vous fera de la mauvaise propagande... ça a marché! ► BRIGITTE Si tu veux, c'est aussi une politique... enfin nous, quand on parle d'amitié politique, c'est aussi l'idée de briser les murs... C'est aussi une politique qui consiste à mettre les gens à la place que l'Etat leur assigne? Et il y a beaucoup de gens qui se situent dans la «case». Parce que c'est ça aussi... bien sûr qu'il lui faut des opposants à l'État... bon bé voilà... voilà, l'État: «vous y allez, je vous mets dans tel coin, puis ensuite voilà je vous dis que vous allez aller à tel endroit pour manifester... là j'ai pas mis mes flics, vous pouvez tout casser... quand y'en a marre, j'envoie les flics...» enfin, y'a quand-même aussi... Malgré tout... mais il faut aussi que les gens se rendent compte: ils

sont dans la «case». Ne pas être dans la case, c'est quoi? Ne pas être dans la case, c'est faire ce que l'État ne veut pas! Et faire ce que l'État ne veut pas, c'est quoi? Et bien c'est aller rencontrer des ouvriers sans-papiers, aller rencontrer... C'est quand la jeunesse étudiante et la jeunesse des quartiers populaires se rencontrent et se parlent, et réfléchissent ensemble sur les questions du pays. Dites ensemble: «on est ensemble la jeunesse du pays, et voilà le pays qu'on veut construire pour notre avenir!» C'est ça! ► JEAN-LOUIS Et puis là l'État, il pourra rien faire... ► BRIGITTE C'est ça, là qu'est-ce que tu veux qu'il fasse?! C'est ça! parce que je veux dire... l'État, il te met les gens dans les cases... Toi tu es Français... et tu vois, nous par exemple, nous on est un peu «bizarres» d'habiter au Mirail, quoi... c'est ça... tu vois, bon... ► **C'est vrai, c'est des clichés mais c'est terrible. Moi j'ai été deux ans étudiant à la fac (du Mirail) et tous mes collègues habitaient dans le centre, et me demandaient: «Tu habites à Bellefontaine... ouah... c'est dur, non...?»** Non! ► JEAN-LOUIS Non mais c'est sûr que... voilà, soit on se conforme à l'État, même si c'est pour être opposant de l'État, soit on ouvre notre propre chemin... C'est plus compliqué. Tu vois Pla et son équipe, avec l'écharpe tricolore, quand ils sont reçus par le Préfet, et bien ils sont entre eux quoi. Ils sont entre représentants de l'État. Parce que c'est ce que ça voulait dire: «moi, représentant de l'État, je vais voir un autre représentant de l'État qui va me recevoir, et on va parler entre représentants de l'Etat»!

Mais ce qui est intéressant, c'est que surgissent les gens qui eux justement ne «comptent pas»! On leur dit «vous ne comptez pas», mais c'est à partir du moment où les gens à qui on dit «vous ne comptez pas» qui surgissent sur la scène, que là tout redevient à l'endroit (à leur droit?). Il est là le travail. ► **Et on sort de ces rapports de force...** ► Absolument! Elle est là la faiblesse à la fois des gens... et le possible, il est là! C'est entre les mains de chacun, c'est à nous de le décider! Tu vois ça ne demande pas une révolution, machin, tout ce que tu veux... C'est entre les mains de chacun! Est-ce que je vais voir à un endroit où je ne mettais pas les pieds, est-ce que je vais discuter avec une personne, est-ce que je vais inventer de nouvelles idées avec d'autres, auxquelles personne n'avait songé mais qui peut unifier les gens... C'est ça qui est à l'ordre du jour! ► **beaucoup de gens rentrent dans la «pensée commune» des medias...** ► Évidemment, et on le sait. On sait que les medias sont payés par les Puissants, qu'ils sont amis du Gouvernement, parce que le Gouvernement est l'ami des Puissants... On le sait, ça ce n'est pas une découverte... Tout le monde le dit... ► **On sait aussi que ça tend à empirer...** ► Absolument! ► **Ou alors c'est plus visible qu'avant...** ► Oui, c'est plus fragrant, c'est plus cynique... Mais comment on s'en sort de ça? Tu vois, la vraie question, c'est pas... les salauds, les salauds, les salauds...! c'est comment on sort de ce truc infernal... ► Brigitte Tu sais quand-même... il y a eu un moment là... quand il y a avait

à Gdansk, les grands chantiers navals en Pologne... le régime, qui était quand-même un régime communiste dictatorial, avec une propagande très forte, et les chantiers navals étaient en grève... et donc il y avait, c'était Jaruzelski je crois qu'il s'appelait, le dirigeant... et donc à l'heure des actualités, les gens tournaient le poste de télé... ► JEAN-LOUIS Ils avaient pas le droit de sortir... c'était l'état de guerre, l'état de siège... il y avait le couvre-feu... ► BRIGITTE Il y avait un couvre-feu, voilà, et ils ne pouvaient pas sortir dans la rue, donc ils tournaient le poste de télé contre le mur... ► JEAN-LOUIS Non, sur la fenêtre.! ► BRIGITTE...oui, ils mettaient le poste de télé sur la fenêtre, voilà, face à la rue, et ils leur tournaient le dos... ► JEAN-LOUIS L'armée quadrillait les quartiers pour voir si tout le monde était chez soi... Les gens étaient chez eux, ils avaient pas trop ce choix... mais ils montraient qu'ils étaient chez eux, mais qu'ils étaient libres! ► BRIGITTE Ils montraient que la propagande officielle, c'était pas leur affaire... que eux avaient leur propre... (opinion) Ce genre de choses, je veux dire... ► JEAN-LOUIS ... c'est d'une force! C'est fabuleux. ► BRIGITTE Quand les gens sont... tu inventes, tu trouves des trucs... Enfin, si tu veux pas avaler ce qu'on te dit... Il y a bien des trucs quand-même qu'on nous dit, tu dis c'est pas possible, j'y crois pas, à ça! C'est pas possible, tu te renseignes, et tu vois que c'est pas vrai... Y'a bien des trucs que tu... ► **Bien sûr, mais il y a beaucoup de gens qui ne se le disent pas, ça...** ► JEAN-LOUIS Bien sûr, mais ceux qui se le disent... Le «problème»

(pour l'État), c'est ceux qui se le disent, ce n'est pas ceux qui ne se le disent pas... (rires) Ceux qui veulent... Ceux qui veulent pas, après... On va ptet ... (s'occuper du monsieur, là..?)
Fin de la discussion avec moi. ■

propos recueillis
le 6 avril 2009

(57'39")

entretien 4

JEAN-PIERRE
membre du collectif
le Cercle des voisins
près du CRA
de Toulouse-Blagnac
Cornebarrieu





B
C
C

JEAN-PIERRE
membre du collectif
le Cercle des voisins
près du CRA
de Toulouse-Blagnac
Cornebarrieu

Un petit groupe de citoyens a décidé au printemps 2008 de dire non au CRA, implanté au voisinage de leur domicile sur les pistes d'un aéroport international, où se côtoient en toute quiétude, hommes d'affaires et touristes détendus. Tandis que le Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale fixe des objectifs de reconduite à la frontière et renforce les prérogatives de la police des airs et des frontières, des citoyens blagnacais et des environs, sans moyens mais pas sans énergie, se réapproprient la question des «sans-papiers».

Ils ont décidé de dire, d'informer, de parler partout où cela est possible, quant à ce CRA et la politique de persécution des étrangers «illégaux». Tous les témoignages concernant les personnes enfermées (familles, enfants, célibataires, personnes isolées) et leurs procès dans les tribunaux sont rapportés sur la place publique: il faut que les citoyens sachent ce qui se passe derrière les murs du CRA de Cornebarrieu. Le cercle s'agrandit tous les jours, et il compte maintenant une vingtaine de membres actifs et une vingtaine de sympathisants à sa périphérie.

►4

► **BENJAMIN RENAUD** Je sais un peu, de loin, de quoi il retourne, mais je ne sais pas précisément qui vous êtes, comment ce collectif est né, comment il agit et pourquoi? ► **JEAN-PIERRE** Comment il est né... Justement, il est né de rencontres autour du cercle de silence des Fransiscains. On s'est retrouvé avec des gens qui se connaissaient parce que justement des gens du voisinage, des gens qui habitent principalement Colomiers, non pas tant Colomiers, mais plutôt Cornebarrieu et Blagnac, et nous avons un peu discuté avec les gens que nous avons rencontré et l'on ne peut pas rester insensible avec la présence du centre de rétention sur la commune de Cornebarrieu. Personnellement j'avais été déjà sensibilisé... Donc tu veux faire un livre? ► **Un livre oui, avec des photos, des témoignages écrits pour faire un constat de l'action citoyenne sur la région toulousaine. / Oui, surtout que le discours et l'action du gouvernement se durcit justement.** ► Oui tout à fait. ► **À l'encontre des gens qui sont sans-papiers.** ► Nous on est partis de quoi, de ce constat. J'avais déjà, à titre personnel, au moment des campagnes municipales de l'an dernier, 2008, c'était début 2008 oui, essayer de travailler avec des équipes plutôt de gauche sur la commune ici pour mettre en avant ce problème là puisque Cornebarrieu est quand même directement impliqué puisque c'est sur le territoire de la commune qu'a été construit ce centre, sans l'accord des autorités communales puisque il n'avait pas de permis de construire, il n'a même pas été consulté et l'état a

décidé de façon unilatérale de construire ce centre là sur des zones non constructibles de l'aéroport de Toulouse. Tout ça, donc l'état s'assoit sur cet acte de loi et sur cette réglementation, c'est assez impressionnant et ... ► **En 2006 c'était?** ► Il a été construit oui je crois en 2006 donc c'est à ce moment là... ça été fait assez rapidement, les voisins, des voisins immédiats, des gens qui sont autour du centre ont eu la surprise de voir construire cette prison en face de chez eux. Ils en avaient tous les désagréments, aussi bien sur les travaux parce que ça a interrompu les activités commerciales et des tas de choses, et que la présence de ce centre est le désagrément d'avoir des gens qui passent qui sont évidemment pas très contents quand ils sont obligés de venir dans des conditions qui ne sont pas faciles, parce que comme vous le savez, derrière les pistes de Blagnac, c'est isolé, donc y'a pas d'accès et ça a perturbé pas mal le voisinage immédiat et des gens qui sont un petit peu clairs à l'égard des visiteurs qui sont bien sûr des détenus qui sortent, encore que, y'a eu au début les deux évasions et que ensuite des gens qui sont relâchés n'importe quand, à n'importe quelle heure, sans papier, sans argent souvent, et qui ne savent pas très bien où aller. ► **Et sans transport, parce que c'est mal desservi.** ► Ce qui m'a choqué donc par rapport à ça et par rapport aujourd'hui à la campagne municipale de l'an dernier, mais ça c'est à titre personnel, c'est le fait que la commune ici, l'équipe municipale n'a jamais dit un mot, n'a jamais communiqué la

moindre chose pas plus sur les bulletins municipaux, que ce soit sur les petits papiers que l'on reçoit, etc., ne serait-ce que pour dire et bien voilà, y'a le centre qui est là, on va, on était pas vraiment d'accord pour qu'il soit là, on va être obligé de fermer, etc. ► **Personne n'a donné son avis?** ► Jamais. Jamais. Jamais. Jamais eu la moindre autorisation. Y'a quand même eu depuis la création du centre en 2006, plusieurs milliers de personnes qui sont passés par là, c'est quand même par rapport aux êtres humains, aux personnes qui sont là, avec ou sans papier, c'est quand même un manque total de considération pour les êtres humains, pour les personnes qui sont là, de mon point de vue totalement dommageable, et qui n'est pas vraiment en valeur de équipe municipale en place. Bon, ça c'est une parenthèse. Et je continue. Je continue sur le cercle des voisins, donc on s'est retrouvé à l'occasion des cercles de silence, on était quelques uns comme ça, et on a dit, il faut faire quelque chose donc on s'est réunit, ça doit remonter à un peu plus d'un an maintenant, puisqu'on a du se réunir et on a du commencer en mars-avril de l'an dernier 2008 et on a dit, nous, en complément du cercle de silence, on va essayer de faire un cercle de parole, c'est à dire, ce n'est ni le contre-pied, ni le contre-point, c'est simplement, de dire, ce centre-là, parce que les autorités même locale font tout pour l'occulter, qu'on ne le voit pas, qu'on ne sache pas ce qu'il se passe, c'est une politique qui se voudrait appliquer dans le plus grand, dans la plus grande

anonymat, discrétion, de façon à ce que l'on en parle le moins possible: des expulsions faites entre deux avions avec des flics au fond des avions, etc. Et nous on a dit, et bien nous on va en parler, on va essayer d'en parler, donc notre action militante elle est essentiellement tournée sur cet aspect là c'est à dire faire savoir aux concitoyens déjà ici, aux alentours qu'il y a ce centre et ce qui s'y passe donc on la distribution de tracts on a commencé en juin l'an dernier, ça c'est venu assez tard en fait, on a commencé à faire de la distribution en juin sur le marché de Cornebarrieu, on en a fait plusieurs autres à deux reprises sur le marché de Blagnac, sur le marché de Colomiers aussi. On a donc procédé à des distributions de tracts informatifs disant aux gens «est-ce que vous saviez qu'il y a un centre» et effectivement on a été surpris de constater qu'il y a beaucoup de gens qui ne savaient même pas que ce centre existe il est assez peu connu. Alors il est clair que parler des problèmes migratoires, les actions de police qui se passaient là bas, le centre de la croix rouge qu'a fait Sarko, etc. C'était loin, à l'autre bout de la France. On se sentait pas tout à fait concerné. Non. On ne peut pas ne pas être concerné, ça se passe chez nous. Ce sont des prisons où l'on enferme des gens qui n'ont pas commis de délits et ça se passe à 50 mètres de chez nous en l'occurrence. Donc, il y a cette réaction par rapport à des choses qui se passent chez nous. Alors, on ouvre la boîte de Pandore et l'on découvre tout ce qu'il y a autour et l'on découvre tous les autres mouvements en particulier

RESF au niveau des écoles avec tous les projets qu'il y a avec tous les enfants scolarisés en France la nationalité française avec des parents qui n'arrivent pas à être régularisés. Là j'ai encore aujourd'hui une pétition sur un père qui a été expulsé et qui est depuis 10 ans en France, deux enfants scolarisés, la mère elle est sans papier elle aussi, elle n'est pas encore régularisée c'est quand même des choses qui sont absolument scandaleuse, c'est scandaleux, c'est inhumain, moi je suis outré de plus en plus. Plus on creuse, plus on a de témoignages, plus on ne peut être que outré par rapport à cette politique policière de répression, même pas de ce qui s'appelle mouvements migratoires, de répression des étrangers. Le dernier témoignage en date que j'ai reçu, c'est une brésilienne universitaire en l'occurrence, qui venait en France pour ses congés, pour fêter ses 40 ans d'après ce que j'ai compris elle avait des amis qui devaient la recevoir et tout, elle a été coincée à l'aéroport de Roissy, elle n'avait pas son assurance rapatriement qu'ils ont mis maintenant comme obligation pour les étrangers qui rentrent en France et elle avait un hébergement qui n'avait pas été fait en bonne et due forme, et ils l'ont renvoyé c'est à dire que c'est vraiment du n'importe quoi, du n'importe quoi qui fait mal aux gens, qui fait mal à des tas de personnes, à des familles, à des enfants. ► **C'est-à-dire que même les enfants sont mis dans le centre là-bas...** ► Le centre de Cornebarrieu est prévu pour recevoir des enfants et il y a des enfants qui

sont incarcérés alors je ne sais pas actuellement s'il y'en a, on sait très bien que c'est un traumatisme terrible pour les enfants qui se retrouvent dans ce centre là parce que ils n'ont plus de scolarité, rien du tout, ils sont enfermés, ils peuvent être enfermés jusqu'à 32 jours avec leur famille, ça c'est le gros argument qu'on trouve les autorités pour dire on ne va pas séparer les enfants de leur famille. Mais enfin, c'est quand même... ► **Toute la famille en prison...** ► Donc. Je fais beaucoup de digressions mais... je réponds quand-même un petit peu... on a commencé sur cette action là et on continue on a un projet qui doit démarrer prochainement, qui est pour le mois prochain, on va distribuer sur les entreprises de la zone aéroportuaire, en particulier Airbus mais les autres entreprises aussi, on va distribuer un tract qui lui est à la fois informatif, oui puisque l'on signale l'existence du centre, mais aussi qui est une analyse un petit peu sociale du phénomène des travailleurs sans papier. Où l'on dénonce, parce que quand on creuse un petit peu on s'aperçoit quand même d'un certain nombre de choses, d'abord, c'est une politique qui, quand on expulse officiellement 26000 personnes par an, plus de la moitié dans les DOM, à Mayotte, en grande partie, en fait, ça représente tout ou plus 14000, 15000 personnes, même pas, en France métropolitaine, qui sont expulsées. C'est une goutte d'eau, une goutte d'eau, par rapport à la population migrante en France... c'est tout à fait des mesures symboliques... des mesures symboliques, mais des

mesures qui sont violentes, qui touchent quand-même 14000 personnes... mais ça reste du domaine du symbolique; c'est à la fois une caution à l'extrême-droite, xénophobe, dont on connaît les positions, ça c'est une chose... c'est aussi une peur du gendarme... à la fois pour les candidats à la migration, dans les pays d'origine: Afrique, Maghreb, et plus loin le cas échéant... donc cet aspect de peur d'être renvoyé...? Mais c'est aussi une politique de peur du gendarme vis-à-vis des migrants qui sont ici, qui sont de plus en plus dans une situation de clandestinité, on les pousse dans la clandestinité, comme à d'autres époques on a pu pousser des Juifs avec l'étoile jaune à se cacher, pour ne pas être «saisis»... donc les gens se cachent. Les gens qui n'ont pas de papiers sont obligés de se cacher, de jouer à «cache-cache» avec les autorités de police pour ne pas... pour éviter de se faire prendre. C'est des conditions de vie, au quotidien, qui sont terribles. C'est des conditions de vie qui renforcent leur précarité, vis-à-vis de leurs employeurs, qui savent bien évidemment, dans la plupart des cas, qu'ils emploient des gens sans-papiers... ► **Des autorités qui font en sorte que la délation se développe, aussi, dans différents organismes de la fonction publique...** ► Bien sûr, alors il y a les phénomènes de délation qui sont un aspect de la pollution de la société chez nous... oui cet côté délation, qui est un autre aspect des choses... c'est-à-dire, on voit bien que cette politique policière a tendance ... ça gangrène notre société, au niveau des

relations entre migrants et non migrants... et cette tendance à la délation, c'est absolument abominable, on se retrouve dans les périodes les plus sombres de l'Histoire... Alors, j'en veux pour preuve que l'article, puisqu'on en parlait tout à l'heure, l'article 622-A je crois, du CESEDA*, le Code d'Entrée et de Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile, cet article a été repris des lois de 1938, éditées à l'époque, une grande époque de xénophobie, contre les étrangers. C'est-à-dire que l'article qui pénalise les «aidants», c'est un article qui a été repris textuellement de 1938, et il a juste été retranscrit dans le CESEDA. Alors, la seule chose qui a été adaptée, c'est que l'amende qui était en francs avant la guerre, a été mis en euros. ► **Incroyable... alors que le ministre se défend de toute pénalisation...** ► Oui, et bien Besson ment, et ment à tours de bras! Charlie Hebdo a fait signé une pétition là ces jours-ci*, concernant... ► **Oui, je l'ai vue et je l'ai signée...** ► ... il ment ouvertement! C'est le propre de l'homme politique de pratiquer le mensonge ouvertement, ou de façon déguisée... enfin bon... ► **On se demande même s'il n'est pas pire que son prédécesseur..?** ► Par certains côtés si, mais visiblement... à retourner sa veste comme il le fait, c'est vraiment pas... pas quelqu'un à qui je confierais quoi que ce soit... c'est vraiment un drôle de... ► **Il est revancharde, il a envie d'être... d'avoir un «impact»... c'est assez terrible. Et justement, il y a une médiatisation aussi de ces faits, de ces événements, qui fait que, d'un côté, petit à petit, on en parle plus... de cette**

question des sans-papiers... ► Oui, alors ça c'est une bonne chose...
► **Et ces phénomènes abominables de délation, de punition et de répression, finalement ils sont là depuis longtemps, mais là depuis un an, deux ans, les choses changent parce qu'elles ont de plus en plus visibles...**

► La « mayonnaise » monte... Je pense que tout le mouvement associatif qui s'est mobilisé... ► **Malgré que la répression monte aussi...** ► A la fois la répression monte, puisqu'on voit bien qu'ils tâchent de pénaliser, y compris le gars qui a crié « Sarkozy, je te vois » à la gare de Marseille St-Charles, qui prend 100 (?) euros d'amende, ça reste que symbolique, mais enfin c'est 100 euros d'amende... on voit bien les gars de Toulouse qui ont été pénalisés, ils ont finalement obtenu une amende, là aussi, pas extrêmement élevée, mais enfin ils ont eu 600 euros d'amende chacun, pour avoir passé les portiques pour s'opposer à une expulsion en début d'année... Il y a tout ce système de pénalisation de l'« aide », du soutien, qui est impressionnant, c'est clair. Et tout va être « tourné » comme... insulte, opposition aux forces de l'ordre, injure à agent, enfin... ils vont trouver tout ce qui faut pour ce faire. Sachant que, pour revenir plus sur le côté gangréné de la société, ce côté aussi d'avoir mis cet objectif chiffré aux forces de police, c'est quelque chose, qui là aussi est absolument... comment dirais-je... c'est une forme de corruption de la police ! C'est-à-dire que si les gars ils veulent leur prime de fin d'année etc, il faut qu'ils aient fait leur chiffre !

60 Donc en fait, c'est, à la clé... ► **...une**

rentabilité au détriment de l'humain...

► À la clé, c'est un aspect vénal qui est en cause. Donc on corrompt l'esprit des gens en leur faisant miroiter une carotte, ou un bâton s'ils n'atteignent pas leurs objectifs. C'est quand-même quelque chose. La police n'a plus un rôle de... comment dirais-je... d'appréciation « objective ». La preuve en est là aussi, quand les gars ils arrêtent des ressortissants marocains, qui sont en transit, pour aller d'Italie au Maroc, ils les arrêtent au Perthus, pour les empêcher de rentrer chez eux, et pour les ramener au Centre de (Nîmes ?) pour faire leur chiffre, en les emmerdant sur les bagages et tout, c'est des choses qui sont aberrantes. Voilà. Alors nous, on est dans cette... alors je vais aller plus loin, parce que on voudrait quand-même être... aller un petit peu plus loin... je vais y venir. Mais là, sur cette notion de diffuser l'information, de faire savoir, on a depuis l'an dernier démarré une émission de radio aussi, sur Radio Occitanie à Toulouse, donc 98.3, qui passe demain matin, il y en a une, j'y suis... demain matin il y en a une à 9h05, elle repasse le vendredi à 12h30. Donc, depuis un an, on s'y tient. Alors, on ne peut pas toujours parler nous, parce que on risque de répéter aussi, alors on fait intervenir la personne avec qui je suis va parler, d'un autre mouvement que vous avez peut-être rencontré aussi, Jean-Louis, d'Ouvriers sans-papiers, Gens d'ici et leurs Amis, qui est sur Toulouse, qui a fait pas mal de travail depuis de nombreuses années aussi... avec Zoubida, une Algérienne qui est

sans-papiers aussi, qui va expliquer un peu ce qu'est ce mouvement...

► **Oui, je les ai rencontrés aussi...** ► Tu les as rencontrés... donc, voilà. Il y a ce côté aussi, justement... donc, nous, puisqu'on a la chance d'avoir quelqu'un parmi nous qui travaille à Radio Occitanie, il nous a ouvert tout de suite l'antenne... ► **Et cette antenne est réservée à ça, aux témoignages...**

► Oui, oui... mais au contraire même, on souhaite avoir un maximum de contacts, de gens qui ont des choses à dire, parce que je que voudrais dire par là, c'est que moi je peux y passer toutes les semaines, mais je vais finir par répéter les mêmes choses... Donc c'est plus important, y compris de faire parler les gens qui sont en situation d'être privés de papiers, pour qu'ils puissent eux-mêmes porter leurs témoignages. Donc, on a cette chance d'avoir cette radio, et il faut essayer d'en profiter. Donc ça, c'est deux axes. L'autre axe, alors c'est le côté Centre de rétention lui-même. On est en contact avec la CIMADE et on a de bons contacts avec la CIMADE. Il n'y a pas de problème, c'est toujours l'opérateur entre guillemets autorisé pour faire l'interface entre les gens qui sont en rétention et (l'extérieur)... ► **Même si ça peut « basculer » prochainement...**

► ...oui, si ça bascule, ils ne vont plus avoir tous les centres, mais sur Toulouse a priori ils y resteraient. Ce que l'on souhaiterait, on l'a déjà fait à plusieurs reprises, c'est-à-dire de se retrouver quand-même... d'aider directement des gens qui se trouvent en difficulté. Donc... il y a eu un jeune Philippin, ou Indonésien, je ne sais

plus... qui avait été « attrapé », mis au centre, et puis finalement relâché. Bon il a fallu essayer de le (?), de le récupérer au moins le soir parce qu'on la relâché à n'importe quelle heure, et puis essayer de le remettre dans un train quelque chose comme ça... Moi j'ai eu affaire à des... à un couple franco-pakistanaï, elle était française, donc elle est venue de Poitiers et tout, et je l'ai hébergée ici parce qu'elle n'avait pas beaucoup de ressources, et son mari, sans-papier, bien que mariés, a été en rétention, il est resté... Je pense qu'il est ressorti lui, mais bon... Si on peut le faire, dans la mesure où on peut le faire, et en plus en étant à proximité, on se propose d'aider les gens, ou des proches, à... L'autre jour je suis allé chercher des Marocains qui avaient leur cousine, qui allait être expulsée, parce qu'elle s'est fait prendre... elle s'est fait prendre... Elle arrivait de la région parisienne, elle avait retrouvé du travail ici à Toulouse, dans un restaurant marocain, et l'inspection du travail est passée. Et je pense qu'elle est passé (???) d'après ce que j'ai pu comprendre. En revanche, comme l'inspection du travail a des obligations, puisqu'elle a été rattachée elle aussi au Ministère d'Hortefeux et Besson, a des obligations de dénoncer les personnes sans-papiers. Donc elle est tombée dessus, et l'inspecteur a appelé les flics, et elle s'est retrouvée au Centre. Comme elle n'avait même pas déposé de dossier ni rien du tout, bon bé là son sort était réglé. Elle est déjà repartie depuis au moins huit ou quinze jours là. Mais bon, il n'empêche que sa famille qui était là, ses proches,

61

essayaient de lui rendre visite, donc moi je suis allé les chercher à la gare de Colomiers, les ai amenés au Centre, puis ramenés et voilà. C'est des choses sur lesquelles... je veux dire, c'est des petites choses où on peut aider, ça peut être plus, ça peut être moins, mais on se propose d'être plus actifs qu'on ne l'a été jusqu'à maintenant. On l'a été un petit peu, mais pas suffisamment. Qui plus est, c'est une chose qui nous est importante, parce que ça nous permet, d'abord de mettre les pieds dans le centre de temps en temps, d'aller voir ce qui se passe, de voir comment les flics... ► **Vous y êtes entré vous ?** ► Oui, j'y suis entré plusieurs fois... J'y suis entré l'autre jour pour une Marocaine... c'est Rabeha* qui me l'avait signalée, qui m'avait donné son nom... je ne sais pas si elle n'y est pas encore... elle était résidente en Espagne, elle habite en Espagne. Elle a fait la sottise, parce qu'elle est jeune, elle n'a pas fait gaffe... elle voulait voir de la famille en Belgique, elle a pris un bus, elle s'est fait chopper à la frontière. Alors ils l'ont pris, etc... Et ils attendaient la décision de justice pour savoir s'ils la renvoyaient en Espagne, ou s'ils la remettaient au Maroc. Sachant qu'elle n'est pas régularisée en Espagne non plus, bon, c'était pas gagné pour elle. Je l'ai vue la semaine dernière, donc... C'est Rabeha qui me l'avait signalé... le juge m'avait proposé (???) d'ailleurs si j'ai le temps ces jours-ci d'aller y faire un saut voir si elle y est toujours, voir si elle a besoin de quelque chose ou pas... Parce qu'il faut bien voir qu'ils n'ont pas de bouquin, on leur pique tout quand-même dans le

Centre... ils n'ont pas de stylo, ils n'ont pas... alors les stylos, c'est clair, c'est parce qu'ils peuvent s'en servir comme arme, en le « déguisant » (?) etc... Enfin c'est quand-même des conditions... Je voyais la Bolivienne dont je parlais tout à l'heure, donc coincée à Roissy, c'est pareil ils lui enlèvent tout... Les gens se servent des crèmes, les crèmes qu'on leur sert pour le repas, pour écrire sur le mur les numéros de téléphone dont ils ont besoin! Parce qu'il n'ont rien pour écrire! Donc les numéros de téléphone dont ils ont besoin, ils les écrivent sur les murs avec la crème... c'est quand-même... On vit à quelle époque!? ► (?) **Et comment vous entrez, vous ? Facilement..?** ► Je ne peux y entrer qu'en accompagnant quelqu'un, et là je ne rentre pas plus que dans le sas d'entrée, sinon il faut aller voir quelqu'un, il faut avoir un nom d'une personne. En, principe, sous réserve de respecter les horaires de visite... Alors c'est jusqu'à 11h30, mais l'autre jour on s'est fait virer à 11h30 justement... ► **Il y a des horaires comme en prison, avec un parloir..?** ► Oui, avec un parloir. Et alors, ce qui se passe, c'est qu'il n'y a que 3 salles de visiteurs, alors s'il y a d'autres visites, il faut attendre qu'ils aient fini pour passer, alors c'est toujours un peu aléatoire... la possibilité de voir les gens qu'il y a... Mais autrement, non, on peut y aller, il n'y a pas de... On demande la carte d'identité... évidemment il vaut mieux y aller avec des papiers, ça c'est clair... Bon, une autre action aussi visible qu'on avait fait, c'est pareil, c'est celle de... Alors, on avait fait début décembre une

manifestation sur le rond point là, qui est juste au bout de l'avenue qui mène au Centre, où on avait mis des bannières « Droits de l'Homme pour tous », puisque c'était quand-même l'occasion de le signaler, et des grands panneaux pour signaler la présence du Centre, « Centre de Rétention Administrative », avec des flèches, pour indiquer qu'ils étaient... pour au moins que les voitures qui passent là sachent ce qu'il y avait... ça permet que cet endroit... ► **Oui, parce qu'on ne sait pas forcément ce que c'est cet austère bloc de béton nu, au milieu de... si ce n'est un drapeau français qui donne une piste...** ► ...et le drapeau européen en plus... ► **Mais justement, comment est reçu votre discours ? Est-ce que ça fait son chemin, localement..?** ► Alors, quand on distribue... On a distribué aussi sur le centre Leclerc, devant le cinéma... alors comme ça en passant devant les bagnoles et tout, les gens prennent le tract, mais on ne sait pas ce qu'ils en font... Sur les marchés... ► **Vous avez sûrement plus l'occasion de discuter...** ► Alors, il y a des gens qui se posent des questions, donc ça permet d'ouvrir le débat et de discuter. Il y a souvent des réactions tout-à-fait négatives... Il faut bien quand-même se rendre compte qu'on a une population qui a 20% vote à l'extrême-droite... Donc il faut pas se leurrer, on tombe sur 1 sur 5 que ça n'intéresse pas, et qui ne veut rien savoir...(???) et c'est pas son problème... Qui plus est, avec la crise économique et tout, ça se voit bien que les gens ne vont pas se soucier plus de ces problèmes de droit des personnes en migration. ► **Parce**

que la tendance est à se refermer sur soi-même et sur son...et à protéger son « patrimoine »... ► Tout-à-fait. Alors aussi, si on reparle des chiffres tout simplement, il faut quand-même reprendre ce que je disais tout-à-l'heure, 14 000-15 000 expulsions pour l'année, on en est à un rythme de 90 000 chômeurs de plus par mois, on va faire le million sur l'année, c'est vraiment pas les 10 000 de plus ou de moins qui changeront grand-chose... Sachant qu'en plus ces gens-là, pour la plupart travaillent dans des métiers que les Français de souche, entre guillemets, n'occupent pas. ► **Les tâches « ingrates »...** ► Les endroits où l'on trouve les travailleurs sans-papiers, c'est le bâtiment, c'est l'agriculture, c'est le gardiennage, c'est la restauration-hôtellerie, c'est les soins à la personne et la domesticité. Sans oublier... la domesticité, puisqu'il semblerait... ça c'était un point (?) du Canard, ou de je ne sais pas où, mais... il y a pas mal de gens qui n'ont pas eu trop de problèmes pour régulariser leurs domestiques philippines, dans le 16e... il y en a qui ont peut-être un peu senti le vent tourner, sur les régularisations, et qui ont préféré peut-être... (?) ► **Je pensais aussi, à propos des chiffres, à la pétition qui circule à l'initiative de SOS Racisme, qui s'appelle « 30 000 expulsions, c'est la honte »... ils ont fait un site internet, et une campagne de communication avec des affiches dans les rues, montrant des silhouettes, comme ça, anonymes, avec juste des numéros. Et je cherchais des choses à ce propos-là hier, et je suis tombé**

sur un site parodique en fait, mais un truc facho... d'un groupe provençal, du sud-est, un truc comme ça... un groupement de sites «identitaires» en fait, qui avait une étiquette identitaire... et qui reprennent à leur compte les slogans, qui les détournent, et qui disent «30 000 expulsions, c'est la honte... il en faudrait 300 000» ! Et ils vont même jusqu'à détourner les spots... ► ça, ça me surprend pas... ► ... les spots de sos Racisme, en rajoutant des voix par-dessus... et en faisant des photomontages comme ça... et ça m'a un peu effrayé. ► Alors ça c'est clair que le (?) national existe, et il y a déjà eu des agressions plus que verbales à Montpellier sur des cercles de silence... ► A Bordeaux aussi...* ► Il y en a eu récemment à Aix-en-Provence... À Toulouse, généralement ça s'est plutôt bien passé... Mais c'est pas exclu hein, qu'il y ait un jour une descente de types fachos... ► Alain me disait... frère Alain*... me disait qu'il y avait pas eu de débordements trop sérieux encore. Que les gens ont haussé la voix parfois, pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec ça... mais qu'il n'y avait pas eu de débordements trop virulents. Et justement, en tant que collectif, vous vous appelez le «Cercle des Voisins»... mais déjà, vous avez quel statut ? est-ce que vous êtes une association...? ou est-ce que vous êtes un regroupement «informel»...? ► Alors, on en a discuté à plusieurs reprises... on reste un regroupement «informel». Alors ça pose comme inconvénient majeur... c'est le fait que vis-à-vis des communes sur lesquelles on est, on n'a pas d'existence «reconnue», juridique...

donc avoir des salles de réunion, ou être ne serait-ce que cités dans des bulletins communaux et tout, ça on passe à côté... on n'a pas vu vraiment l'intérêt d'être en association...

Quand on a fait la manifestation sur le rond-point de Cornebarrieu, il n'a pas fallu... dans le temps où on a commencé à se mettre sur le rond-point, on a eu la PAF, et dans la foulée la Gendarmerie... ► Et ils vous ont contraint à... ► Et bien ils sont venus demander ce qu'on faisait! Ils avaient peur qu'on aille barrer la route, ou des choses comme ça, mais c'était pas... Enfin de toute façon, ça n'apporte rien de faire une action qui gêne d'autres personnes, ça n'apporte rien de plus.

► C'est ce jour-là que José Chidlovsky est venu filmer, non ? ► Oui, il était là, oui... ça n'apporte rien de plus d'aller gêner des commerçants, ou des gens qui circulent. Ce n'est pas la peine de créer des animosités en plus, ça n'apporte rien de plus. Donc, tu vois c'est ce que craignaient les flics, quand la PAF est venue, et la Gendarmerie aussi, en nous disant qu'on aurait du demander une autorisation à la Préfecture, mais je crains qu'en étant une association déclarée, on nous demande d'avoir une autorisation d'une part, et ensuite de désigner un «responsable»... mais attendez, on n'a pas de responsable, on est tous responsables! On ne veut pas de «tête» d'association etc... (?) Ceci étant j'avais gentiment demandé l'autorisation à la mairie de Cornebarrieu, de distribuer des tracts, et d'avoir un stand, j'allais dire, sur le marché de Cornebarrieu, là où on a fait des distributions, et je n'ai

pas eu de réponse sinon téléphonique... En revanche, ils n'ont pas hésité à donner tout de suite mes coordonnées aux flics et à la Gendarmerie. (?) conclusion, quand on a fait cette manif sur le rond-point... ► Vous êtes fiché?! ► ...dans les deux jours qui ont précédé, j'ai reçu un coup de fil des RG, et un coup de fil de la Gendarmerie pour savoir ce qu'on voulait faire, et puis voilà... Non, en fait c'était... c'était un mouvement national... c'était toutes... enfin c'était prévu, pour l'anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme, il était prévu une manifestation à un niveau national. Donc ils voulaient savoir si on allait faire une manifestation devant le Centre. Mais on avait pris, nous, comme option de faire ça sur le rond-point. Et donc, effectivement, j'ai reçu un coup de fil de la Gendarmerie et des Renseignements Généraux. Et donc la Gendarmerie, (?) ils n'ont pas cherché... (?) Et j'ai dit, «mais comment vous avez eu mes coordonnées..?» Mais, c'est vous qui avez distribué des tracts à Cornebarrieu... Donc j'ai bien compris tout de suite que ma demande à la mairie, elle avait vite fini à la Gendarmerie... Merci M. le Maire, la délation marche bien! ► Et vous savez comment le personnel du Centre de Rétention Administrative vous voit, vous ? Justement, de quel oeil il voit cette initiative ? ► C'est la PAF, tu vois... ► ... ou la Direction, est-ce qu'il y a un discours «officiel» par rapport à vous ? ► On n'a jamais eu de contact directement avec l'équipe, comme ça, mais... on n'a pas de contact particulier

avec... à part la CIMADE*, qui travaille aussi dans le Centre... mais sinon avec les forces de Police, non. Alors il faut bien voir qu'il y a 130 policiers dedans, et le Chef de Centre, bien sûr, mais les 130 policiers, ils sont toujours en alternance, on ne voit jamais les mêmes... ► D'accord... ► Il y a plus de policiers que de places dans le Centre... (?) ► Et vous êtes impliqués dans des procédures judiciaires (en tant que soutien)..? ► Pas plus que ça, mais je suis allé hier au tribunal administratif, il y avait une affaire avec un gars de 50 ans, qui se faisait expulser, un Congolais, qui a sa fille ici, et qui était venu voir sa gamine... alors j'imagine que... je connais pas toute l'histoire, mais... ça, c'est un point qui est important, beaucoup de ces histoires (???) tout à l'heure... mais beaucoup de ces histoires de migrants méritent d'être écrites. Ce ne sont pas eux qui vont les écrire, souvent, et il faut les aider, parce que... (???) Donc, c'est important quand les gens peuvent écrire. ■

propos recueillis
le 20 mai 2009

(59'59")

Ce livre est composé en *FFScala*, police de caractères dessinée par le typographe hollandais MARTIN MAJOUR en 1990, et en *Garaje 53 unicas*, dessinée par THOMAS HUOT-MARCHAND en 2007, police modulaire sans empattement qui s'inspire des caractères des avant-gardes européennes et des inscriptions vernaculaires sur les enseignes des garagistes espagnols, disponible en téléchargement libre sur le site de sa fonderie typographique, <http://www.256tm.com>.

textes et entretiens / photographies intérieures / design graphique

BENJAMIN RENAUD



merci à

CLAIRE BALERDI

JOSÉ CHIDLOVSKY

RABEHA EL BOUHATI

ALAIN RICHARD

JEAN-LOUIS

BRIGITTE

ZOUBIDA

SAÏD

JEAN-PIERRE

à

FRANÇOIS CHASTANET

et à

ANTONIN MICHAUD-SORET

pour les photographies panoramiques
de la couverture

Ce livre est dédié à toutes les personnes
privées de papiers que j'ai croisées
sur le chemin de ce projet éditorial,
tous ces gens riches de leur combat
pour une humanité et une dignité
retrouvées...
à eux et à tous les autres aussi.



Remerciements tous particuliers
également à ceux qui se mobilisent
auprès d'eux, et qui m'ont aidé à
construire ce livre de témoignages.



**AUX CÔTÉS DES
SANS-PAPIERS
À TOULOUSE**